

Rapport de gestion 2024



Table des matières

1 Message du directeur	2
2 Organisation	4
LÉGISLATION, SURVEILLANCE, RÉVISION, AUDITS INTERNES ET ORGANES D'APPLICATION	4
MISSION GÉNÉRALE ET TÂCHES DES SERVICES	5
ORGANIGRAMME	6
RAPPORT DE LA COMMISSION DE GESTION	7
3 Rétrospective	8
RESSOURCES HUMAINES	8
Contexte et indicateurs	8
Jubilaires et retraités	12
Quoi de neuf au service des prestations ?	13
ACTUALITÉS	16
Cadre légal	16
Enquête de satisfaction clientèle	18
Conférence sur la retraite flexible et les prestations d'aide cantonale	19
Journées découvertes pour les écoliers : nouveau concept	20
45 ^e anniversaire de l'ECAS	21
Vidéos explicatives sur des prestations de l'AI	22
4 Chiffres clés	23
CLIENTÈLE ECAS JURA & PRESTATIONS	23
CAISSE DE COMPENSATION & CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES	25
Cotisations	25
Affiliation / Taxation	25
Allocations familiales	26
Révision	27
CAISSE DE COMPENSATION	28
Prestations	28
Rentes	28
Allocations perte de gain (APG) / Indemnités journalières AI (IJAI)	29
Prestations complémentaires	30
PC / Remboursement des frais de maladie / Prestations transitoires	30
Réduction des primes d'assurance-maladie (AMal)	31
CAISSE DE CHÔMAGE	32
OFFICE DE L'ASSURANCE-INVALIDITÉ	33
Prestations	33
Réadaptation	34
JURIDIQUE	35
5 Comptes	37
CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES	37
CAISSE DE COMPENSATION	39
CAISSE DE CHÔMAGE	42
OFFICE DE L'ASSURANCE-INVALIDITÉ	44

1 Message du directeur

Rétrospective

L'année 2024 a principalement été rythmée par des modifications dans le domaine de l'AVS dont l'entrée en vigueur de la réforme d'AVS 21 et les ajustements législatifs qui vont de pair. D'autres éléments marquants de l'année écoulée dans les assurances sociales sont également relatés ci-après et témoignent de certaines activités particulières qui ont occupé les différents services de l'ECAS Jura.

■ Principales mesures de la réforme AVS 21:

- harmonisation de l'âge de la retraite des femmes qui passe progressivement de 64 à 65 ans avec des paliers de trois mois par année entre 2025 et 2028;
- compensations pour les femmes nées entre 1961 et 1969 (génération transitoire);
- possibilités élargies d'anticiper ou de retarder son départ à la retraite entre 63 et 70 ans. Dans les faits, ces nouvelles flexibilités ont été très peu utilisées en 2024, mis à part l'anticipation de la retraite de 1 à 24 mois, alors que la granularité de l'ancien régime proposait uniquement un ou deux ans. À noter, pour la terminologie, qu'on parle désormais de « l'âge de référence » à la place de « l'âge ordinaire de la retraite »;
- augmentation du taux de la TVA pour assurer le financement de l'AVS.



- **La 13^e rente AVS** est acceptée par le peuple suisse le 3 mars 2024 en votation populaire et sera versée pour la première fois en décembre 2026.
- **Augmentation des rentes AVS et AI:** décision du Conseil fédéral le 28 août 2024 d'augmenter les rentes AVS et AI de 2,9 % au 1^{er} janvier 2025.
- **Allocation de maternité:** dès le 1^{er} juillet 2024, les députées qui participent pendant leur congé maternité à une séance d'un parlement ou d'une commission parlementaire, pour laquelle une suppléance n'est pas prévue, conserveront leur droit à l'allocation de maternité.
- **Règlement sur l'assurance-invalidité:** une révision du taux d'invalidité de certains rentiers est nécessaire lorsque le nouveau calcul du taux est plus favorable avec la nouvelle méthode.
- **Réforme PC:** introduite au 1^{er} janvier 2021, cette réforme a vu sa période transitoire de trois ans se terminer au 31 décembre 2023. Depuis le 1^{er} janvier 2024, tous les bénéficiaires PC ont la même base de calcul pour l'octroi de leur droit. L'introduction d'un nouveau seuil de fortune (CHF 100'000 pour les personnes seules ou CHF 200'000 pour les couples) permet de stabiliser le nombre de bénéficiaires dans notre canton au 1^{er} janvier 2024.

D'un point de vue organisationnel, l'année 2024 a permis de rétablir un délai de traitement « raisonnable » des dossiers, comparable à l'année 2022 (avant la migration informatique). Au 31 décembre, les objectifs souhaités étaient atteints, même si les bénéficiaires aspirent à des délais encore plus courts !

A noter également qu'un nouveau logiciel métier pour l'assurance-chômage traitant l'indemnité en cas d'insolvabilité a été introduit à satisfaction en juin 2024. Ne manque à présent plus que le module pour l'indemnité de chômage qui devrait être mis en production au 1^{er} janvier 2026.

Perspectives

Bien que le domaine des assurances sociales soit régi par un cadre légal qui peut sembler strict, il reflète en réalité l'évolution constante de notre société ainsi que les décisions issues des votations fédérales et cantonales. Nos institutions doivent ainsi s'adapter en permanence en terme managérial aux nombreux changements législatifs qui en découlent.

- **L'accueil de Moutier** représente l'immense défi de l'ECAS Jura pour l'année 2025 ! Nous devons assurer la continuité des prestations versées, sans que la population ne se rende compte du changement d'organe d'exécution. Alors que toutes les assurances sociales du 1^{er} pilier sont regroupées au sein de nos institutions pour le canton du Jura, le cas est différent pour le canton de Berne qui a trois entités différentes : la caisse cantonale de compensation, l'office de l'assurance-invalidité et l'office cantonal pour la réduction des primes dans l'assurance-maladie. Cela implique pour nous trois intervenants différents avec trois migrations de données en parallèle.
- **La modernisation de la surveillance du 1^{er} pilier** est entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2024 et implique des changements organisationnels. Les nouvelles règles pour la gestion des risques seront valables dès le 1^{er} janvier 2026 tandis que celles pour la gouvernance sont prévues pour 2029.
- Dans le cadre de **la réforme d'AVS 21**, dès le 1^{er} janvier 2025, le relèvement de l'âge de référence pour les femmes (soit celles nées en 1961) sera effectif avec un droit à la retraite décalé de trois mois.

Remerciements

L'ECAS Jura bénéficie de l'implication indéfectible de son personnel qui contribue pleinement à la réalisation de sa vocation : améliorer l'autonomie de nos assurés dans un délai respectueux et répondre aux attentes des affiliés qui nous ont choisis comme partenaire. Je tiens à exprimer ma profonde gratitude à toutes les collaboratrices et tous les collaborateurs qui, par leur engagement quotidien, veillent à répondre aux besoins de notre clientèle, la population jurassienne.

Je remercie également les agences communales AVS qui représentent la porte d'entrée à nos prestations, les membres de la commission de gestion, pour leur travail de conseil et de surveillance, ainsi que Madame la Ministre Nathalie Barthoulot, pour son soutien et sa confiance témoignée. Je n'oublie pas les organes fédéraux d'application et de surveillance, services cantonaux et communaux, avec qui nous collaborons dans notre travail quotidien.

Enfin, j'adresse un grand MERCI à nos fidèles affiliés, nos bénéficiaires de prestations et nos partenaires qui nous accompagnent tout au long de l'année et qui sont notre raison d'exister.

Michel Kottelat

2 Organisation

LÉGISLATION, SURVEILLANCE, RÉVISION, AUDITS INTERNES ET ORGANES D'APPLICATION

Législation

L'activité de nos institutions est régie essentiellement par le droit fédéral en matière d'assurances sociales et le droit cantonal y relatif.

Nos tâches principales résident dans l'application des législations en matière d'assurance-vieillesse et survivants (AVS), d'assurance-invalidité (AI), de prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI (PC), d'assurance-chômage (AC), d'allocations familiales (AF), d'allocations pour perte de gain (APG) et de prestations transitoires pour les chômeurs âgés (Pträ).

D'autres tâches nous sont également confiées dans des domaines qui ne relèvent pas prioritairement de notre compétence. Il s'agit de l'information et du contrôle de l'affiliation des employeurs en matière de prévoyance professionnelle, d'assurance accidents et d'assurance-maladie, pour laquelle nous exécutons encore le système de réduction des primes. Nous assurons également la perception de la contribution due par les employeurs en application de la loi concernant le fonds pour le soutien aux formations professionnelles.

Surveillance

La surveillance de la Caisse de compensation du canton du Jura incombe au Gouvernement, par le biais du Département de l'intérieur, dont la cheffe est Madame la Ministre Nathalie Bartholot.

La commission de gestion de la Caisse de compensation du canton du Jura est chargée de veiller au bon fonctionnement de cette institution.

Révision des institutions

La Caisse de compensation du canton du Jura et la Caisse d'allocations familiales du canton du Jura doivent être révisées deux fois par an par un bureau de révision reconnu par l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS). La révision doit s'étendre à la comptabilité et à l'application du droit.

Le Gouvernement a désigné la Fiduciaire Muller Christe & Associés SA, à Neuchâtel, en qualité d'organe de révision de nos institutions.

La Caisse publique de chômage de la République et Canton du Jura est révisée au niveau comptable une fois par an et au niveau matériel une fois tous les deux ans par le SECO (Secrétariat d'Etat à l'économie).

L'Office de l'assurance-invalidité du canton du Jura est révisé annuellement au niveau comptable par le bureau de révision désigné par le Gouvernement. D'autre part, l'OFAS procède annuellement à un audit du droit matériel.

Audits internes

Les audits internes permettent d'assurer que les bases légales sont parfaitement appliquées et connues et que le système de management par la qualité (SMQ) - documentation et outils informatiques - soit utilisé, complet et mis à jour régulièrement.

Chaque année, trois audits internes sont effectués par le management qualité auprès des différents services ou secteurs. Selon le planning défini, un même service sera audité tous les trois ans. Pour 2024, les audits ont été menés à satisfaction dans les services « prestations complémentaires », « prestations » et « cotisations ».

D'un point de vue organisationnel, l'année 2024 a été ponctuée par un renouvellement quasi complet des auditeurs ainsi que leur formation, un regroupement des audits juridique et SMQ et un rafraîchissement de la documentation. Une nouvelle classification des éléments relevés durant les audits a été testée avec succès et est composée de trois rubriques distinctes :

- les non-conformités mineures (coquilles, améliorations simples) ;
- les non-conformités majeures (défaillances dans un processus, écarts par rapport à la norme, lois, pratiques, réglementations) ;
- les recommandations (amélioration continue à étudier).

Organisation

Organes d'application

Différentes lois cantonales ont permis la création des quatre entités suivantes qui ont leur siège à Saignelégier:

- la Caisse de compensation du canton du Jura (CCJU)
- la Caisse d'allocations familiales du canton du Jura (CCAF)
- la Caisse publique de chômage de la République et Canton du Jura (CPAC)
- l'Office cantonal de l'assurance-invalidité (OAI).

Organes auxiliaires: les agences communales AVS

Les agences communales AVS ont pleinement rempli leur rôle durant l'année 2024 en accomplissant comme à l'accoutumée les tâches qui leur sont dévolues selon l'application des lois des assurances sociales. Elles garantissent une information de qualité et de proximité.

Quatre agences ont changé de titulaire en 2024:

Commune	Ancien agent	Nouvel agent	Date
Basse-Vendline	Nadia Péchin	Karine Gury	01.01.2024
(fusion Bonfol-Beurnevésin)	Karine Gury	Marcel Roy	01.11.2024
Courroux	Silvestro Di Meo	Silvia Blanco	01.01.2024
Lajoux	Valérie Jeanneret	Sabine Hulmann	01.02.2024
Montfaucon	Michel Beuret	Mallorie Barthe	01.03.2024

MISSION GÉNÉRALE

Notre mission est de veiller à ce que toute personne physique ou morale bénéficie des prestations du 1^{er} pilier.

Vocation

- Améliorer l'autonomie de nos assurés dans un délai respectueux et répondre aux attentes de nos affiliés qui ont choisi l'ECAS Jura comme partenaire.

Vision

- Etre reconnu pour notre soutien, nos compétences et nos conseils envers notre clientèle jurassienne.

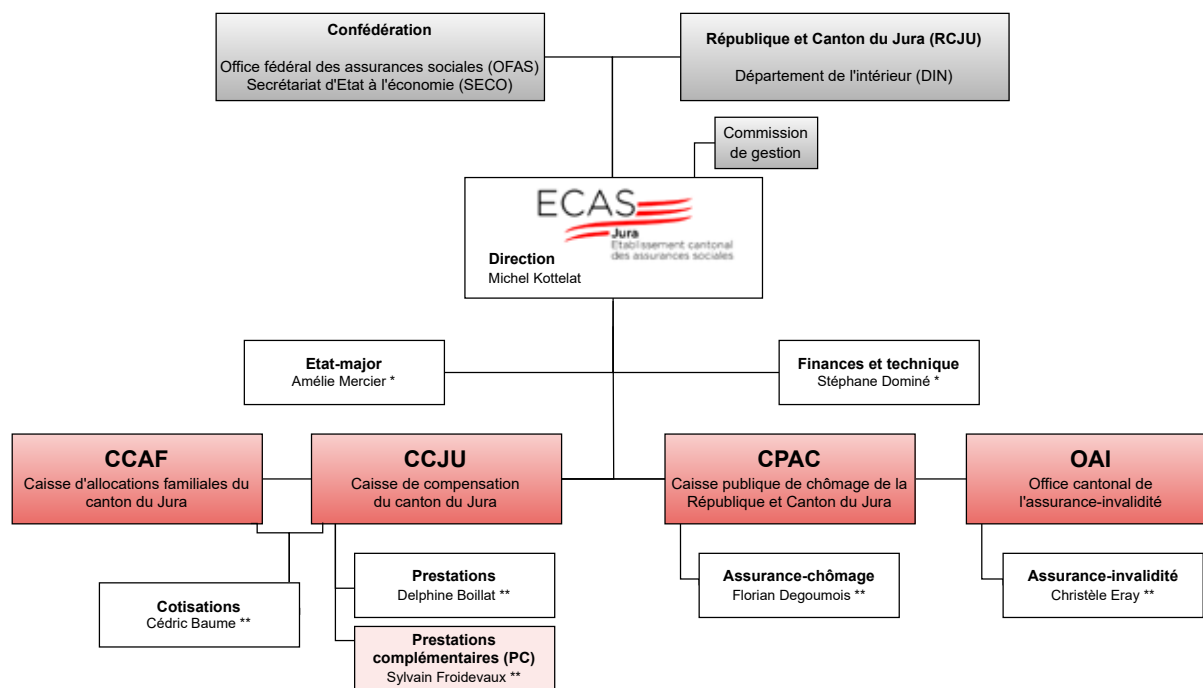
Tâches des services

- Cotisations: affilier et percevoir les cotisations sociales; verser les allocations familiales.
- Prestations: répondre aux attentes de nos assurés et leur verser nos prestations.
- Prestations complémentaires: garantir la couverture des besoins vitaux des bénéficiaires.
- Assurance-chômage: déterminer et payer rapidement le droit aux prestations de chômage.
- Assurance-invalidité: traiter efficacement les demandes de prestations AI.
- Etat-major & Finances et technique: faciliter l'activité des services métiers par un travail de qualité.

ORGANIGRAMME

L'Etablissement cantonal des assurances sociales est composé de quatre institutions autonomes de droit public (CCAF, CCJU, CPAC et OAI) et de deux services transverses (Etat-major, Finances et technique).

L'organigramme fait partie intégrante du « Règlement de la Caisse de compensation du canton du Jura » qui a été validé par Madame la Ministre Nathalie Barthoulot.



Légende

Forme juridique	Externe	Tâche cantonale	* Responsable de service et membre de direction
			** Responsable de service

RAPPORT DE LA COMMISSION DE GESTION

Composition de la commission :

Mme Sabine Lachat, présidente, Roche d'Or
Mme Françoise Chaignat, Le Noirmont
M. Pierre Chételat, Delémont
M. Jean-Daniel Ecoeur, Les Genevez
Mme Joëlle Girard, Saignelégier
Mme Monika Kornmayer, Saignelégier
M. Denis Vuilleumier, Saignelégier

Séance du 15 mai 2024

La commission prend connaissance des comptes 2023 de la CCJU, dont la perte comptable s'élève à CHF 397'582,42. Ce résultat s'explique notamment par des amortissements sur équipements particulièrement importants, l'objectif étant d'amortir la migration vers le pool IGS en deux ans.

Au niveau des produits, une différence significative d'environ CHF 150'000 par rapport à l'année précédente et au budget est relevée pour les subsides aux frais administratifs.

Néanmoins, les provisions et réserves s'élèvent à environ CHF 12 millions, malgré un deuxième exercice déficitaire consécutif. Par conséquent, dans un souci de saine gestion financière de la CCJU et étant donné que le taux des frais d'administration maximum est de 2,5 %, une augmentation de ce taux est envisagée dans un proche avenir, d'autant plus que la LAVS permet un taux maximal de 5 %.

Le rapport de gestion 2023 est discuté ; comme d'habitude, il est d'excellente qualité, les informations importantes sont mises en évidence et la présentation est soignée. Enfin, la présidente, M^{me} Lachat, souligne l'important travail accompli, mettant en avant le professionnalisme et l'efficacité des collaboratrices et collaborateurs dans le traitement des dossiers, notamment leur investissement dans le cadre du rattrapage suite à la migration informatique. Les membres de la direction sont également remerciés et félicités.

Dans le cadre de la modernisation de la surveillance, un système de gestion des risques, un système de gestion de la qualité et un système de contrôle interne, répondant aux dispositions légales prévues par la LAVS, devront être mis en place au 1^{er} janvier 2026. Ces trois éléments devront être établis par écrit et approuvés annuellement par le bureau de révision.

Séance du 12 décembre 2024

Le budget 2025 prévoit un déficit de l'ordre de CHF 823'750. L'effectif du personnel, renforcé temporairement lors de la mise en place de la migration informatique au 1^{er} novembre 2022, pénalise non seulement les charges salariales mais aussi les coûts informatiques liés aux licences.

Le rapport sur la révision principale de l'exercice 2024 de la Caisse de compensation du canton du Jura a été réalisé par la Fiduciaire Muller Christe et Associés SA à Neuchâtel. La commission constate l'excellente qualité de ce rapport détaillé.

Enfin, la commission prend connaissance des informations relatives à la situation des délais de traitement de l'ECAS ainsi que de l'avancée du projet d'agrandissement du bâtiment.

La sous-commission placement de la commission de gestion, représentée par M^{me} Lachat et MM. Chételat et Ecoeur, ainsi que MM. Kottelat et Dominé, s'est réunie le 15 février 2024 pour une présentation des résultats 2023 des mandats de gestion. Après une année 2022 qualifiée de « terrible », l'année 2023 affiche des résultats satisfaisants. Globalement, les placements effectués auprès des deux institutions bancaires ont réalisé une performance allant de 1,88 % à 3,36 %. Compte tenu de la situation et des récents événements, la sous-commission opte pour le maintien d'une stratégie boursière prudente avec un risque limité.

Quant à la sous-commission de la modernisation de la surveillance, elle s'est réunie le 12 juin 2024, au cours de laquelle des décisions importantes ont été prises concernant la gouvernance, en particulier dans le cadre de la Loi portant introduction de la loi fédérale du 20 décembre 1946 sur l'assurance-vieillesse et survivants (LiLAVS). Parallèlement, un mandat a été confié à la Fiduciaire Muller Christe et Associés SA pour s'assurer de la validité du système de gestion des risques.

Le 15 mai 2025

Sabine Lachat
Présidente de la commission de gestion

3 Rétrospective

RESSOURCES HUMAINES

Contexte et indicateurs

S'adapter, le mot d'ordre en 2024

L'année 2024 a été marquée par un ensemble de changements significatifs. Ces transformations ont constitué un défi majeur, mais aussi une opportunité de renforcer notre adaptabilité, notre résilience et notre solidarité.

Malgré les défis liés au retard accumulé par les changements informatiques, aux modifications légales et parfois aux absences imprévues des collègues, toutes les équipes ont fait preuve d'un esprit positif remarquable. Elles ont su s'adapter rapidement et compenser les difficultés rencontrées grâce à leur engagement et à une organisation efficace qui a permis d'atteindre les objectifs. Une attention particulière a été portée sur les risques psychosociaux et chacun a pu contribuer à surmonter les obstacles tout en préservant la qualité du service et le bien-être des collègues.

Optimisation des ressources et des processus qualité pour une meilleure satisfaction

Les services ont mis un accent particulier sur l'optimisation des processus internes, en concentrant leurs efforts sur la mise à jour de la documentation qualité. Cette révision a permis de créer des instructions de travail détaillées, garantissant une organisation plus efficace des tâches, notamment à la suite des changements informatiques et légaux. Ces actions ont renforcé l'efficacité opérationnelle tout en assurant une qualité constante du travail.

Dans cette optique, les services ont également veillé à maintenir une communication fluide et cohérente au sein des équipes, un élément clé pour favoriser la circulation uniforme des informations. Cette approche a favorisé non seulement l'amélioration de la réactivité des collaborateurs, mais aussi la garantie que chaque changement soit intégré efficacement dans les pratiques, dans un esprit de collaboration et de cohésion. L'objectif est de continuer à renforcer nos processus qualité pour assurer un service toujours plus flexible et réactif.

En outre, des initiatives telles que la création d'une fonction dédiée à la gestion des demandes d'allocations pour impotent et de moyens auxiliaires, ainsi que l'automatisation de la validation de certaines factures au sein du service de l'assurance-invalidité, illustrent notre volonté d'améliorer la satisfaction des bénéficiaires. Ces démarches visent à réduire les délais de traitement et les temps d'attente, tout en permettant à nos équipes de se concentrer sur les tâches à forte valeur ajoutée, offrant ainsi un service plus rapide, plus efficace et plus humain.

Ces mesures résultent d'une combinaison entre les capacités internes que nous avons développées et les besoins et évolutions de notre milieu d'activité auxquels nous devons répondre. Dans cette dynamique, la politique RH joue un rôle central en favorisant l'épanouissement et l'adaptabilité de nos équipes tout en tenant compte des évolutions du secteur. En investissant dans la formation continue et en mettant l'accent sur le bien-être des collaborateurs, nous préparons nos équipes à relever les défis de demain.



Renforcer l'adhésion et l'engagement à travers nos valeurs internes

Pour pérenniser cette belle dynamique et maintenir une telle adhésion, nous avons concentré nos efforts sur le renforcement de nos valeurs internes et l'identification de nos collaborateurs à l'employeur. En mettant en avant une culture organisationnelle engagée, fondée sur la solidarité, la reconnaissance et l'épanouissement, nous assurons une cohésion durable et un service de qualité.

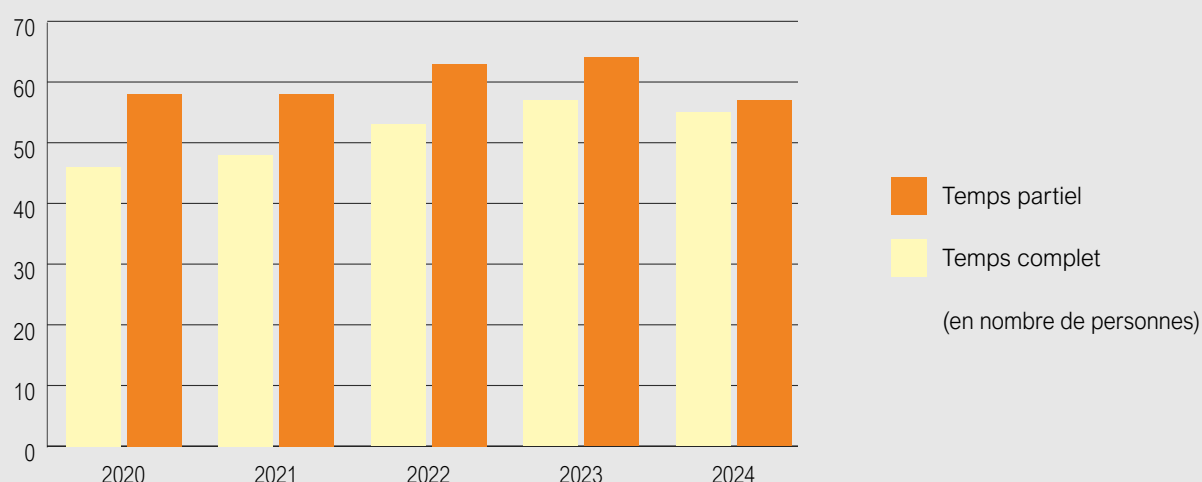
Un investissement considérable a été réalisé dans tous les services pour définir les valeurs qui nous correspondent véritablement. En premier lieu, chaque collaborateur a pu réfléchir et proposer des valeurs qui lui étaient chères. La démarche participative s'est étendue à tous les services, puis a abouti à la consolidation des valeurs communes à l'ECAS Jura :

Valeurs répondant à notre vision – vocation – mission	1. Compétence
	2. Engagement
Valeurs apportant de la satisfaction à nos clients	3. Respect
	4. Soutien
Valeurs générant du bien-être au travail	5. Equilibre & accomplissement
	6. Confiance & reconnaissance
Valeurs contribuant à des relations de travail sereines	7. Responsabilité & honnêteté
	8. Positivité & esprit d'équipe

Ce travail collaboratif n'a pas été une simple démarche théorique, mais bien un processus concret visant à aligner nos pratiques et nos objectifs autour de valeurs fondamentales, durables et authentiques. Elles ne sont pas de simples principes que l'on affiche, mais bien des convictions profondes que nous souhaitons incarner et faire vivre au quotidien dans l'ensemble de nos actions et relations, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de notre organisation.

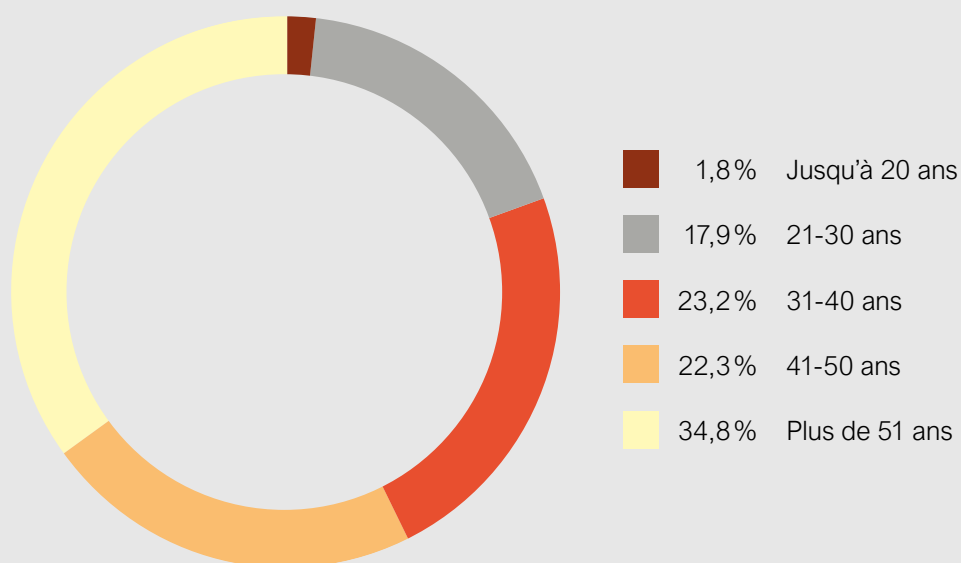
L'objectif est d'en faire des repères solides qui guideront notre développement à long terme, en renforçant la cohésion interne et en assurant la pérennité d'une culture organisationnelle forte et partagée par tous.

COLLABORATEURS À TEMPS COMPLET ET PARTIEL



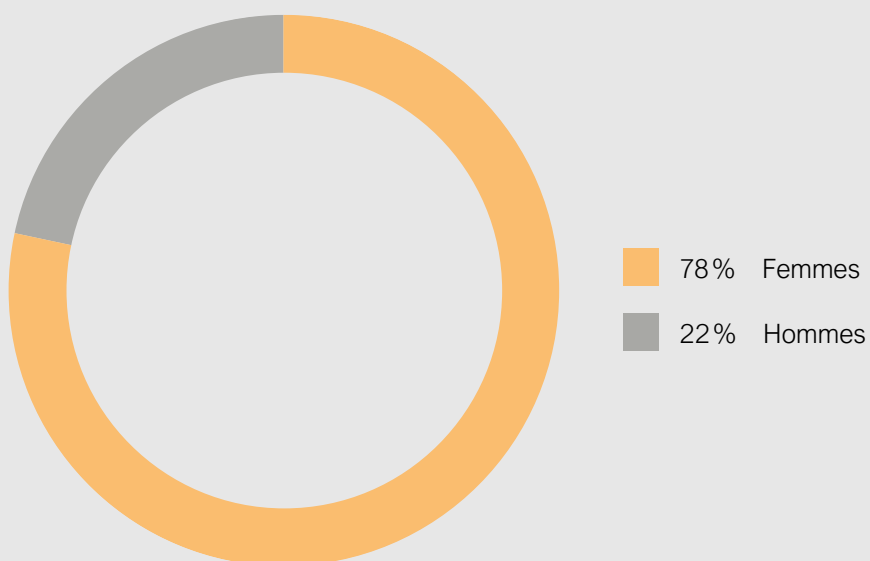
Nous mettons un point d'honneur à soutenir un équilibre harmonieux entre vie professionnelle et vie privée, en offrant une répartition équilibrée entre nos collaborateurs à temps complet et partiel. Cela reflète notre engagement à promouvoir des conditions de travail flexibles et respectueuses des besoins de chacun.

RÉPARTITION PAR TRANCHE D'ÂGE



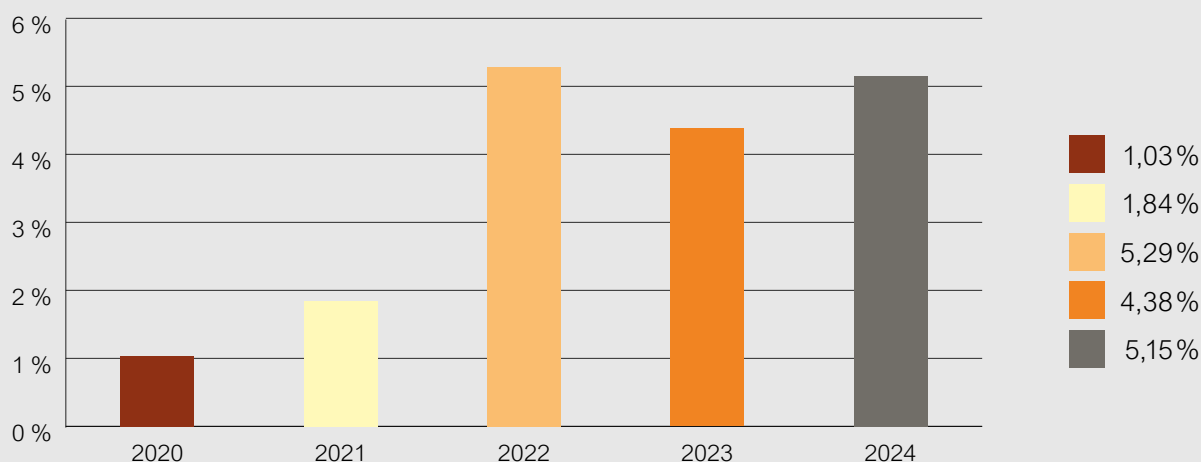
La répartition des âges au sein de notre structure demeure stable et équilibrée. L'âge moyen de nos collaborateurs est, comme l'année précédente, de 43 ans.

RÉPARTITION PAR GENRE



Bien que nous souhaitons favoriser une représentation équilibrée des genres, nous constatons que la majorité des candidatures reçues proviennent de femmes. Cela rend difficile l'équilibre entre la gent féminine et masculine dans nos processus de recrutement.

ÉVOLUTION DU TAUX D'ABSENTÉISME

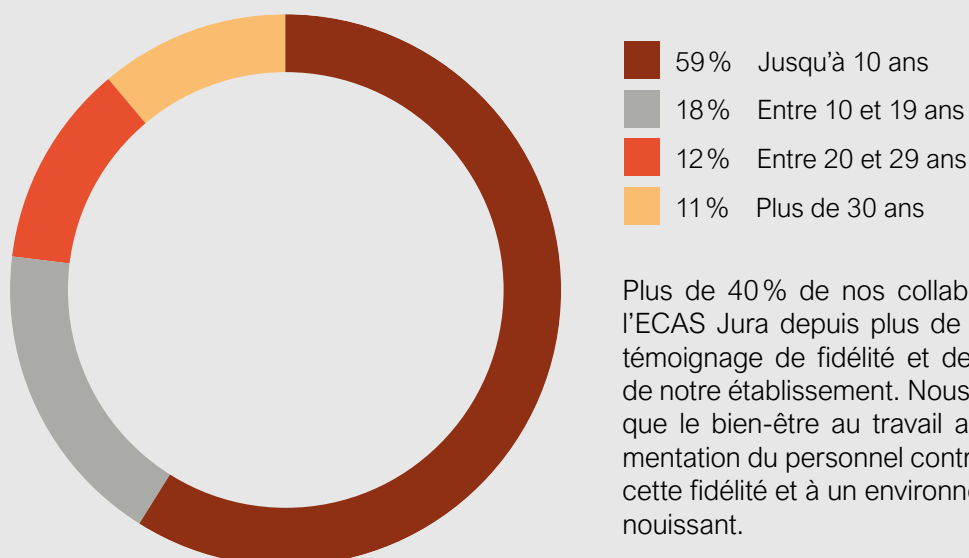


Le taux d'absence, qui comprend toutes les absences confondues, à savoir accident et maladie, s'élève à 5,15%. Il reste stable et est comparable à la moyenne inférieure suisse. Trois mesures ont été instaurées pour gérer l'absentéisme :

- Création d'un groupe « santé au travail » qui a été formé pour aborder les risques psychosociaux et la santé mentale. Ce groupe suivra une certification de secouriste en santé mentale, visant à renforcer les actions de prévention et de soutien psychologique auprès des employés.
- Soutien au retour au travail après une absence de longue durée : des mesures sont mises en place pour soutenir les employés ayant été absents pour une maladie grave, en favorisant un retour au travail accompagné et progressif.
- Entretiens de bilan réguliers : des entretiens sont réalisés afin d'être à l'écoute des collaborateurs, leur permettant d'exprimer les difficultés rencontrées dans leur travail. Ces échanges visent à co-construire des solutions concrètes et adaptées aux besoins individuels.

L'objectif à moyen terme est de maîtriser l'absentéisme en ciblant de manière spécifique les causes sous-jacentes, en déployant des actions concrètes et personnalisées pour améliorer le bien-être au travail, tout en soutenant les personnes qui souffrent de difficultés en lien avec la santé physique ou psychique.

ANNÉES DE FIDÉLITÉ



Plus de 40% de nos collaborateurs travaillent à l'ECAS Jura depuis plus de 10 ans : un véritable témoignage de fidélité et de satisfaction au sein de notre établissement. Nous sommes convaincus que le bien-être au travail ainsi que notre réglementation du personnel contribuent grandement à cette fidélité et à un environnement de travail épanouissant.

Jubilaires et retraités

Jubilaires

L'ECAS Jura est heureux de pouvoir compter sur un personnel non seulement compétent mais également fidèle. Preuve en sont les 13 jubilaires de l'année 2024 qui fêtent leurs 10, 15, 20, 25 et même 30 ans d'activité !

Cela représente un cumul de 265 années de travail. Ce savoir-faire et cette fidélité font la fierté de nos institutions.

Nos remerciements les plus sincères leur sont adressés : bravo et merci !

10 ans d'activité

Marc Jenni
Florence Maitre

15 ans d'activité

Pauline Montavon
Michel Rion

20 ans d'activité

Pierrette Boillat
François Ducommun
Cécile Faivet
Séverine Métille
Mariève Tervile

25 ans d'activité

Vincent Wermeille

30 ans d'activité

Corinne Berberat
Christèle Eray
Carmen Gigandet



De gauche à droite : François Ducommun, Séverine Métille, Florence Maitre, Pauline Montavon, Christèle Eray, Marc Jenni, Carmen Gigandet, Michel Rion, Cécile Faivet, Corinne Berberat et Mariève Tervile.

Retraités

L'année 2024 a été marquée par le départ en retraite de sept collaborateurs qui travaillaient pour nos institutions depuis de nombreuses années :

- Jean-François Milani après 13 ans d'activité
- Pierrette Boillat après 20 ans d'activité
- Pascale Farine après 21 ans d'activité
- Véronique Dubois après 23 ans d'activité

- Vincent Wermeille après 25 ans d'activité
- Eliane Frésard après 36 ans d'activité
- Jean-François Rothenbühler après 43 ans d'activité.

Après tant d'années de bons et loyaux services, nous leur souhaitons beaucoup de satisfaction et de plaisir dans cette nouvelle étape de la vie.

Quoi de neuf au service des prestations?

L'événement clé de l'année 2024 est sans conteste le départ à la retraite du responsable de service et, dans la foulée, la transition sereine avec son adjointe. Quelques mots tout d'abord sur l'heureux retraité, Jean-François Rothenbühler, qui a battu tous les records de longévité à l'ECAS Jura avec 43 années d'activité! Durant ce laps de temps, il a assumé plusieurs postes: tout d'abord celui de secrétaire de direction, puis celui de responsable des allocations familiales, auxquelles se sont ajoutées les prestations et l'assurance-maladie. Finalement, après la restructuration de 2022, il a conservé les prestations qui englobent les rentes AVS/AI, les allocations pour impotent AVS/AI, les allocations perte de gain et les indemnités journalières AI.

Outre toutes ses qualités humaines, Jean-François Rothenbühler a toujours su s'adapter aux changements informatiques ainsi qu'aux nombreuses modifications légales qui ont jalonné son parcours professionnel. D'ailleurs, son discours lors de son départ à la retraite fourmillait d'anecdotes croustillantes sur l'évolution du métier et

des outils à disposition que nous développons plus loin – du moins pour celles qui peuvent être relayées dans le présent rapport de gestion!

Revenons au service en lui-même et plus précisément aux collaboratrices qui le composent. Et oui, le service est désormais exclusivement féminin! Delphine Boillat en a repris les rênes durant l'été 2024 après avoir exercé 19 ans comme adjointe. La transition s'est déroulée tout en douceur, dans des conditions idéales, avec un personnel resté stable.

L'équipe en quelques chiffres :

- 8 collaboratrices, dont la responsable de service et sa nouvelle adjointe.
- Taux d'activité entre 70 % et 100 %, représentant au total 680 %
- 106 années de travail réalisées par les collaboratrices, dont deux jubilaires qui ont fêté en 2024 leurs 20 ans d'activité et une collaboratrice qui en comptabilise déjà 37 !



De gauche à droite : Amélie Oberli, Doriane Rais, Véronique Gigon-Queloz, Mariève Terville, Martine Porteiro, Delphine Boillat et Cécile Faivet-Baume. Absente sur la photo : Sylvie Cuttat-Gagnebin.

Interview avec la nouvelle responsable

Pouvez-vous nous décrire en quelques mots votre service ?

« Il règne une très bonne ambiance au sein de notre équipe. On pourrait craindre des conflits typiquement « féminins », mais c'est l'inverse qui se produit au sein de notre groupe ; c'est justement notre force. Il y a une grande ouverture d'esprit et cela amène quelque chose de différent qui cimente le tout. L'équipe est soudée et s'entraide en cas de coup dur. Les temps partiels amènent d'ailleurs une certaine souplesse très appréciée. À noter également que même si nous avons l'opportunité de faire du télétravail, mes collègues habitent dans un rayon géographique assez proche et l'utilisent très peu. Nous avons plaisir à travailler ensemble et c'est une immense chance. »

Comment décrire votre travail au quotidien et quelles sont les prestations que vous versez ?

« Les prestations versées sont toutes issues du droit légal fédéral. Étant donné que les bases légales doivent s'adapter aux changements de notre société, nous devons également suivre ce mouvement. Actuellement, le gros dossier est « AVS 21 » avec la retraite à 65 ans pour tous. Nous en sentirons les effets jusqu'en 2034, le temps que toute la génération transitoire (femmes nées entre 1961 et 1969) arrive en retraite.

Plus globalement, nous traitons cinq grands groupes de prestations différentes :

- les rentes de vieillesse (AVS), les rentes d'orphelin, de veuve et de veuf ;
- les rentes d'invalidité (AI) ;
- les allocations pour impotent AVS et AI ;
- les indemnités journalières de l'assurance-invalidité (IJAI) ;
- les allocations pour perte de gain - APG (service militaire, civil et cours de moniteurs de Jeunesse et Sport), les congés maternité, à l'autre parent, ainsi que les allocations de prise en charge. »

Etes-vous en contact régulier avec la population jurassienne ?

« Oui bien sûr, nous avons une permanence dans le cadre du service et répondons aux téléphones, courriels et aux sollicitations directes à notre réception. Les contacts sont toujours bienveillants et nous guidons par exemple les futurs retraités qui désirent remplir le formulaire de demande pour le calcul prévisionnel de la rente AVS. Il arrive régulièrement qu'on nous demande des conseils en rapport à la flexibilisation de l'AVS – anticipation ou ajournement de la rente – mais nous ne sommes malheureusement pas des conseillers financiers. Il s'agit d'un métier à part entière pour lequel nous ne sommes pas compétents. Par contre, nous pouvons établir un calcul prévisionnel de la future rente. »

Delphine Boillat



Rétrospective du discours de départ à la retraite de Jean-François Rothenbühler

Nous remercions ici chaleureusement Monsieur Rothenbühler non seulement pour ses 43 ans d'activité, son implication, son savoir-faire, sa disponibilité, sa passion pour les assurances sociales et son ouverture d'esprit, mais également pour son discours lors de son départ à la retraite qu'il a bien voulu partager ici.

En tant que « dernière mémoire vivante de l'ECAS Jura », il a tenu à témoigner de certains faits divers et anecdotes qui illustrent l'évolution des activités au sein de nos institutions. En voici quelques-uns.

- À ses débuts à la caisse d'allocations familiales, il traitait seul toutes les demandes. Bien sûr elles étaient moins nombreuses qu'aujourd'hui et heureusement, car il devait taper toutes les décisions d'octroi à la machine à écrire... « une partie de plaisir, vous vous en doutez bien ! ».
- En parlant des machines à écrire, son historique nous laisse songeurs : « Au début des années 80, nous utilisions les fameuses Olympia ou Hermès avec des rubans à encre et un système à marguerite qui a ensuite été remplacé par des boules qui tournaient dans tous les sens pour frapper le ruban à toute vitesse avec la bonne lettre. À la fin des années 80, nous avons même des machines avec display pouvant mémoriser trois lignes... quelle avancée ! Nous utilisions aussi les machines à stencil, les téléx, les fax, quelle époque ! Aucun regret d'être passé chaque fois rapidement à autre chose.

Le début des années 90 a été marqué par la quasi disparition des machines à écrire, supplantées par le clavier d'ordinateur et les logiciels de traitement de texte. Aujourd'hui, ce déclin des machines obsolètes a été remplacé par des changements informatiques inouïs. »



- Lors des moments difficiles, il relève qu'il faisait bon pouvoir compter sur des collègues disponibles et prêts à se serrer les coudes. Par exemple avec l'arrivée du Covid-19, une immense masse de travail est tombée sur le service des prestations. « Pour le traitement des APG, nous sommes passés d'un demi-poste de travail à cinq collaborateurs en une semaine grâce au soutien des collègues d'autres services de l'ECAS Jura. »
- Pour conclure, son petit regret sera de ne pas être présent pour participer à l'accueil de Moutier et il termine son discours par des remerciements auprès « de ses collègues formidables, en particulier toutes les dames de son service qui l'ont supporté durant tant d'années ».

ACTUALITÉS

Cadre légal

Les nouveautés majeures 2024

Disposition légale	Entrée en vigueur	Description de la modification
LPC	01.01.2024	Loi fédérale sur les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI : fin du droit transitoire au 31.12.2023 mis en place par la réforme PC entrée en vigueur le 01.01.2021. Durant l'année 2023, préparation des travaux en lien avec la fin de la période transitoire (informations aux bénéficiaires, traitement des dossiers, etc).
ORPAMaI	01.01.2024	Ordonnance cantonale concernant la réduction des primes dans l'assurance-maladie obligatoire des soins : <ul style="list-style-type: none">- modification de l'ordonnance par l'introduction de l'article 8a qui traite des concubins. Désormais, les revenus déterminants (RDU) des concubins sont cumulés pour établir le droit à la réduction supplémentaire des primes.- diminution du RDU donnant droit à la réduction des primes pour les enfants qui passe de 56'999 francs à 52'999 francs.
RAI	01.01.2024	Règlement sur l'assurance-invalidité : pour les assurés dont il est impossible de comparer les revenus effectifs avant et après la survenance de l'invalidité, la méthode d'évaluation du taux d'invalidité a été améliorée. Les revenus hypothétiques employés jusqu'ici sont réduits en appliquant une déduction forfaitaire de 10 % afin de tenir compte des limitations des personnes handicapées sur le marché du travail.
LAPG	01.07.2024	Loi fédérale sur les allocations pour perte de gain : le droit à l'allocation de maternité s'éteint le 98 ^e jour à partir du jour où il a été octroyé. Il s'arrête de manière anticipée si la mère reprend une activité lucrative ou si elle décède ; il ne s'éteint toutefois pas de manière anticipée si la mère participe, en tant que députée, à des séances d'un parlement ou d'une commission parlementaire au niveau fédéral, cantonal ou communal pour lesquelles une suppléance n'est pas prévue.

Modernisation de la surveillance dans le premier pilier (AVS/AI)

Le 1^{er} janvier 2024 est entrée en vigueur la modernisation de la surveillance dans le 1^{er} pilier, réforme du droit des assurances sociales visant notamment à améliorer la gouvernance dans les caisses de compensation et les offices AI. Cette réforme introduit de nouvelles mesures organisationnelles qui devront être mises en place d'ici 2029. A cette échéance au plus tard, les lois cantonales d'introduction de la LAVS et de la LAI devront être révisées pour répondre aux nouvelles exigences du droit fédéral. Les travaux en ce sens ont débuté en 2024, en collaboration avec notre commission de gestion. Une sous-commission a été constituée pour définir avec les représentants de l'ECAS Jura les contours essentiels de la nouvelle législation cantonale.

Au niveau de la surveillance axée sur les risques, l'entrée en vigueur est fixée au 1^{er} janvier 2026. Cela implique de mettre en place des outils modernes pour la gestion et le contrôle (gestion des risques, gestion de la qualité et système de contrôle interne). Dans cette optique, la matrice

des risques a subi une refonte complète de sa structure et de son échelle. Les risques, devenus beaucoup trop nombreux, ont été épurés et les doublons supprimés. L'année 2025 permettra de finaliser cette matrice, de bien distinguer les risques institutionnels et d'aligner les risques métiers des différents services.

Révision du taux d'invalidité

Selon la révision du règlement sur l'assurance-invalidité, la nouvelle méthode du calcul du taux d'invalidité doit être effectuée pour tous les rentiers et appliquée dès lors qu'elle est plus favorable. Dans le canton du Jura, cela représente 85 révisions de rente qui ont été initiées durant l'année.

Les assurés concernés sont ceux pour lesquels il a été impossible de comparer les revenus effectifs avant et après la survenance de l'invalidité pour calculer le taux d'invalidité lors de l'octroi de la rente. Pour ces rentiers, des revenus hypothétiques étaient employés jusqu'ici. Désormais, ils sont réduits en appliquant une déduction forfaitaire de 10 % afin de tenir compte des limitations des personnes handicapées sur le marché du travail.



Enquête de satisfaction clientèle

A quoi sert une enquête de satisfaction ?

Dans le cadre de notre démarche d'amélioration continue, nous avons réalisé une enquête de satisfaction durant le premier trimestre 2024 afin de mieux comprendre les attentes et les besoins de nos clients. Cette enquête nous a permis de mesurer la qualité de nos services et de recueillir des retours précieux pour renforcer notre relation clientèle.

L'un des principaux objectifs est d'identifier les points forts et les axes d'amélioration. Ces retours nous aident à perfectionner notre offre et à ajuster nos processus pour mieux répondre aux attentes exprimées.

En sollicitant l'avis de nos clients, nous cherchons également à améliorer la relation que nous entretenons avec eux. Nous prenons en compte leurs avis et nous renforçons, par la même occasion, leur engagement et leur fidélité.

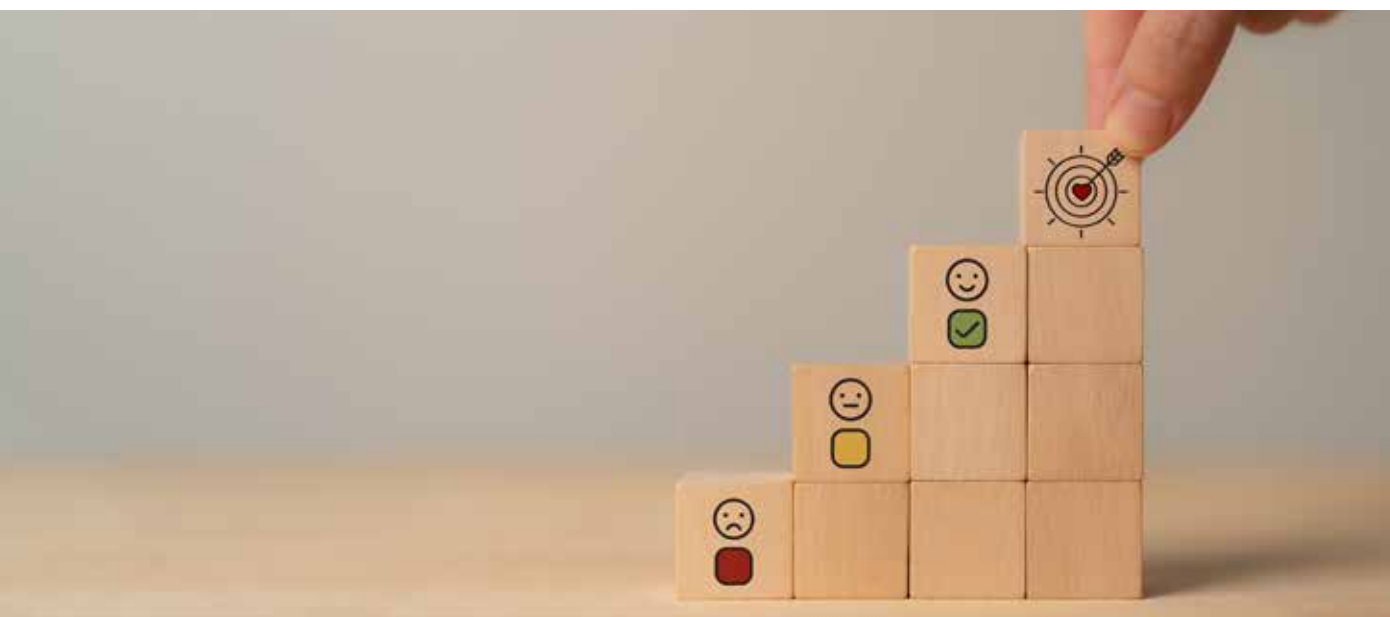
Les points de non-satisfaction offrent des opportunités de développement ou de modification de nos pratiques pour mieux répondre aux attentes. Les résultats de l'enquête fournissent des données concrètes qui guident nos décisions futures. En nous basant sur ces retours, nous pouvons prendre des actions ciblées pour améliorer nos services et optimiser l'expérience client.

Résultats et analyse

L'enquête abordait des thèmes en lien avec :

- l'accessibilité de l'information
- le type de contact privilégié (téléphone, courriel, courrier, etc.) et les horaires
- la qualité et la rapidité de l'information reçue et/ou de la prise de décision
- le délai pour le paiement des prestations
- l'attitude générale de l'interlocuteur
- notre plus grand désavantage et notre plus grand atout.

Les graphes réalisés sur la base de la vingtaine de questions contenues dans l'enquête ont montré une très bonne satisfaction générale des clients. L'ECAS Jura est reconnu notamment pour son professionnalisme et la disponibilité de ses interlocuteurs. L'accès aux informations via le site internet est conforme aux attentes. Cependant, des améliorations peuvent être apportées dans la rapidité des démarches administratives et la clarté des informations fournies. Des pistes sont étudiées actuellement par la direction pour l'accueil téléphonique et un renforcement global de notre culture d'entreprise axée sur notre clientèle.



Conférence sur la retraite flexible et les prestations d'aide cantonale

Une conférence publique a été organisée le 7 mars 2024 dans les locaux de Cinémont à Delémont, avec le soutien de notre partenaire l'Association Jurassienne des Employés en Assurances Sociales (AJEAS).

Deux thématiques d'actualité ont drainé un large public :

- Quels sont les possibilités de la retraite flexible et les changements en lien avec AVS 21? Quelles sont les compensations offertes aux femmes de la génération transitoire (nées entre 1961 et 1969)? Quelles sont les nouvelles modalités de l'anticipation de la rente (dès 63 ans)? et celles de l'ajournement (jusqu'à 70 ans)? Comment demander un calcul prévisionnel de la rente?
- Quelles sont les prestations d'aides cantonales versées par l'ECAS Jura? Qui a droit aux prestations complémentaires? aux subsides pour l'assurance-maladie? aux remboursements des frais maladie?



Ces différentes questions ont été approfondies par les deux conférenciers de l'ECAS Jura, Madame Delphine Boillat, responsable des prestations et Monsieur Sylvain Froidevaux, responsable des prestations complémentaires.

A la suite des thèmes abordés, un temps a été dédié aux questions qui ont été à la fois nombreuses et instructives, car l'étude de cas concrets permet de mettre en relief des informations plus théoriques. Ce moment d'échange avec la population jurassienne a été fort apprécié.

Brèves

Nouveautés sur le site internet www.ecasjura.ch

Toute la rubrique «Assurance-maladie» a été réorganisée de manière à ce que les informations soient plus facilement accessibles. On trouve tout d'abord du contenu qui explique les principes généraux de la réduction des primes d'assurance-maladie au Jura, les pratiques lors d'un changement de canton de domicile et les nouveautés 2025 en bref. Viennent ensuite des informations ciblées selon les particularités personnelles qui influencent l'accès ou non aux subsides (enfants/jeunes jusqu'à 25 ans à charge, concubins, bénéficiaires de PC ou d'aide sociale, personnes imposées à la source) ou selon des critères spécifiques d'éligibilités (seuil de fortune, revenu déterminant).

Application pour les indemnités journalières AI

Après le succès de l'application «AVSeasy» pour les affiliés, découvrez «AVSeasy indemnités journalières AI» à l'intention des partenaires (organismes, institutions ou employeurs de réadaptation). Cette solution est dédiée au traitement des attestations de présence pour les indemnités journalières AI. Ce portail en ligne facilite le travail des mandataires chargés des suivis de formation des assurés placés par l'Office de l'assurance-invalidité. Il permet un échange rapide, efficace et sécurisé, supprimant les échanges papier et offrant un gain de temps considérable. En fin d'année 2024, 80 % des dossiers sont déjà traités via «AVSeasy IJAI».

Journées découvertes pour les écoliers : nouveau concept

Chaque année, nous accueillons quelques écoliers de 10H ou 11H lors d'une journée découverte, afin de leur présenter nos institutions, de faire découvrir le métier d'employé de commerce et potentiellement de recruter nos futurs apprentis.

Le concept de cette journée a été complètement revu pour donner une image plus dynamique de nos institutions. La responsable des apprentis se charge d'expliquer la partie apprentissage dans notre établissement et les assurances sociales. Une nouvelle équipe encadre ensuite les écoliers et propose des ateliers participatifs durant la journée. Les élèves sont ainsi impliqués dans un cadre stimulant où ils peuvent exprimer leurs idées, travailler en équipe, aborder des enjeux concrets, tout en apprenant de manière pratique et interactive.

Tout d'abord, l'apprentie de première année a conçu un escape game renommé pour l'occasion « ECAScape » sur le thème des assurances sociales et gère le premier atelier. Elle anime entièrement le jeu et passe ainsi un moment privilégié avec les écoliers. De ce fait, elle est l'ambassadrice et le relais idéal pour parler de l'apprentissage à l'ECAS Jura.

Ensuite, trois autres ateliers ludiques sont donnés par une collaboratrice qui présente son secteur/service (centre de données, cotisations et prestations de l'AI) et propose des quiz, mises en pratique avec des jeux de cartes et tests dans l'environnement informatique.

Une attention particulière est portée sur l'accueil qui se veut convivial avec des pauses durant la journée et une pizza pour le repas de midi. Les écoliers terminent leur journée par un petit questionnaire de satisfaction – amélioration continue oblige.



**Journée découverte à l'ECAS
pour les élèves de 10H-11H
apprentissage employé·e de commerce
Saignelégier – 5 et 23 avril 2024**

Inscris-toi pour l'une de ces deux journées
jusqu'au 20 mars 2024 auprès de Mélina Oppliger
(rh@ecasju.ch ou 032 952 11 05)

45^e anniversaire de l'ECAS

Le 1^{er} janvier 1979, la République et Canton du Jura entrait en souveraineté. Cette date coïncide de fait avec les activités de nos institutions qui ont débuté au même moment. Ainsi, l'ECAS Jura a fêté son 45^e anniversaire qui a été commémoré par une journée récréative avec l'ensemble du personnel le 29 mai 2024.

Après un brunch très convivial, une visite de l'Hôpital du Jura à Porrentruy (HJU) a été organisée afin de sensibiliser nos collaborateurs à l'importance que nous portons à leur santé et, dans une vision plus large, à leur prise en charge qualitative et personnalisée. Ils ont été ravis de découvrir l'univers de l'hôpital sous forme d'ateliers ludiques et créatifs dévoilant les facettes des différents métiers présents. Tous les échos ont été très positifs et l'enthousiasme, le dynamisme ainsi que les compétences des collaborateurs de l'HJU ont été relevés. Cet échange nous a également offert la possibilité de prendre connaissance et d'entrevoir les points communs entre nos institutions.



La journée s'est clôturée par un repas et des animations récréatives qui ont permis non seulement de se divertir, mais également de renforcer la cohésion d'équipe.



Vidéos explicatives sur des prestations l'AI

Dans le but de rendre l'information sur l'assurance-invalidité encore plus accessible, nous avons créé, en fin d'année 2024, une série de courtes vidéos explicatives qui détaillent certaines de nos prestations méconnues du public, pour le moins, tant que nous n'y sommes pas confrontés directement.

Ces vidéos viennent compléter les contenus plus théoriques de notre site internet, en offrant une approche visuelle et concrète. Elles présentent des exemples précis qui sont plus facilement compris pour les non-initiés. En mettant en lumière des situations réelles, ces vidéos permettent de saisir plus clairement les démarches à suivre et les prestations disponibles.

Ce complément interactif vise à rendre l'information non seulement plus accessible, mais aussi plus engageante, tout en répondant de manière directe aux questions fréquemment posées. Grâce à cet outil, nous espérons améliorer l'expérience utilisateur et garantir une meilleure compréhension des prestations de l'assurance-invalidité.

Les vidéos sont disponibles sur notre site internet dans les pages dédiées à l'assurance-invalidité ou via les QR-codes :

- **«Le soutien de l'AI pour les jeunes en réadaptation»** : la trajectoire de Mattéo, 15 ans, qui cherche un parcours professionnel adapté à sa maladie rare qui affaiblit ses muscles et engendre une importante fatigue.



- **«Rééducation dans la même profession»** : l'histoire de Lucie, 40 ans, mariée et mère de trois enfants. Atteinte d'un cancer du sein, elle sera de longs mois en incapacité totale de travail, puis réintègre progressivement sa place de travail.



- **«Mesures médicales – Allocation pour impotent – Moyens auxiliaires»** : autant de prestations qui sont octroyées à la petite Marie, née avec une paralysie cérébrale qui affecte son développement et cause des troubles musculaires importants.



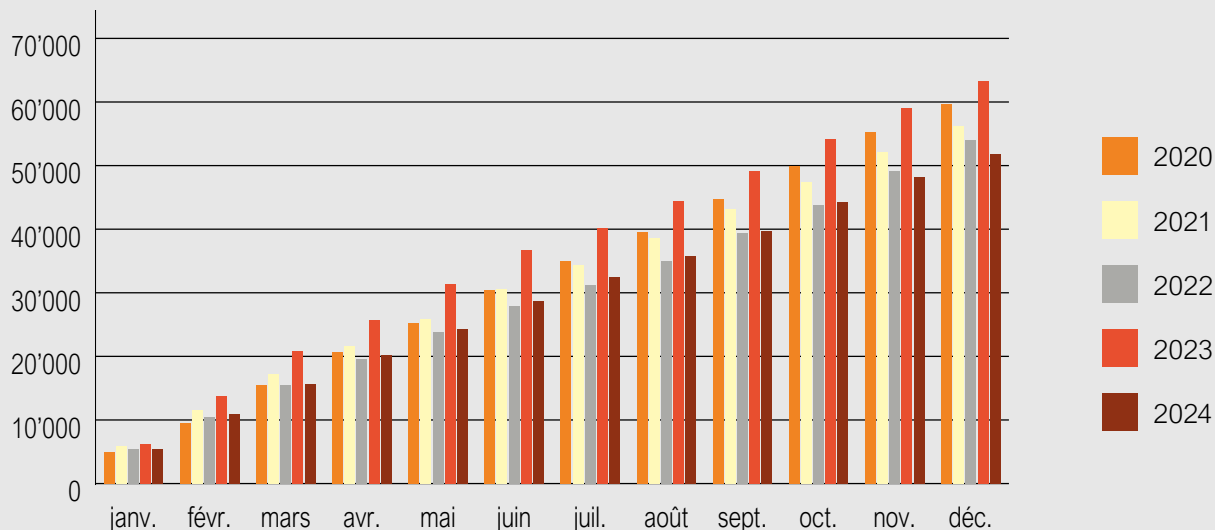
- **«Rapport médical demandé aux médecins»** : cette dernière vidéo ne présente pas une prestation de l'assurance-invalidité mais met en valeur le rôle crucial des médecins qui sont des partenaires plus que précieux pour toute prise de décision dans le cadre de l'assurance-invalidité.



4 Chiffres clés

CLIENTÈLE ECAS JURA & PRESTATIONS

APPELS REÇUS À LA RÉCEPTION (CUMUL ANNUEL)

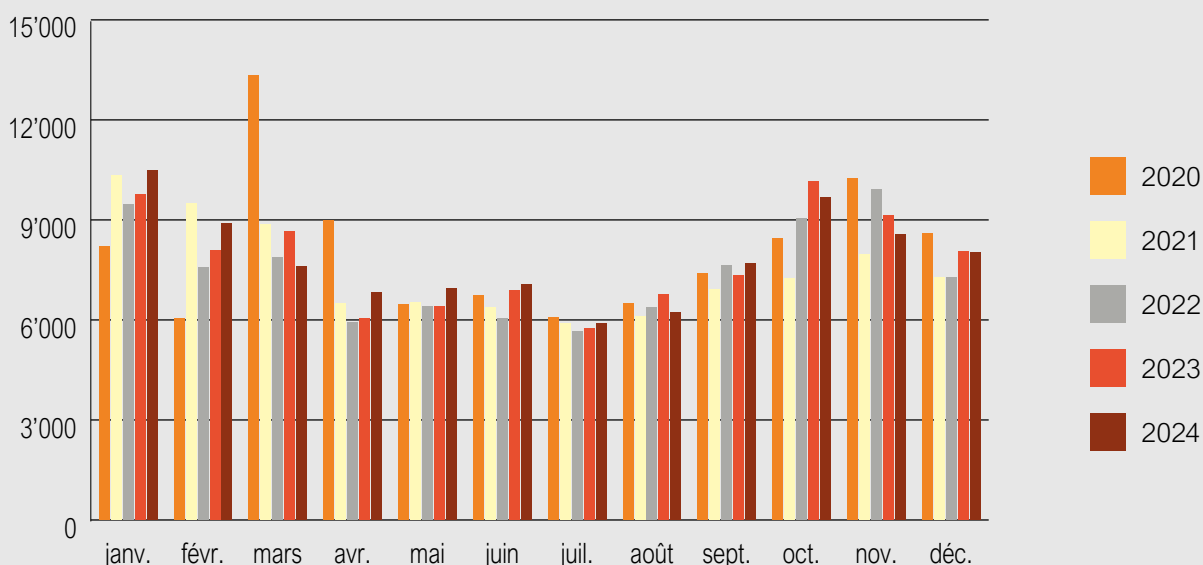


Le nombre total d'appels en 2024 s'élève à 51'856, ce qui représente environ 12'000 appels en moins par rapport à 2023. Cette baisse significative s'explique par plusieurs facteurs : la maîtrise des délais de traitement qui a permis de réduire le besoin de relances et l'introduction de numéros directs pour chaque service.

Le pic le plus élevé de l'année 2024 est de 6'161 appels en janvier, alors que le mois le moins chargé est celui d'août avec 3'351 appels. En moyenne, les volumes varient entre 3'500 et 6'000 appels par mois. Quant à la moyenne par jour, elle est environ de 210.

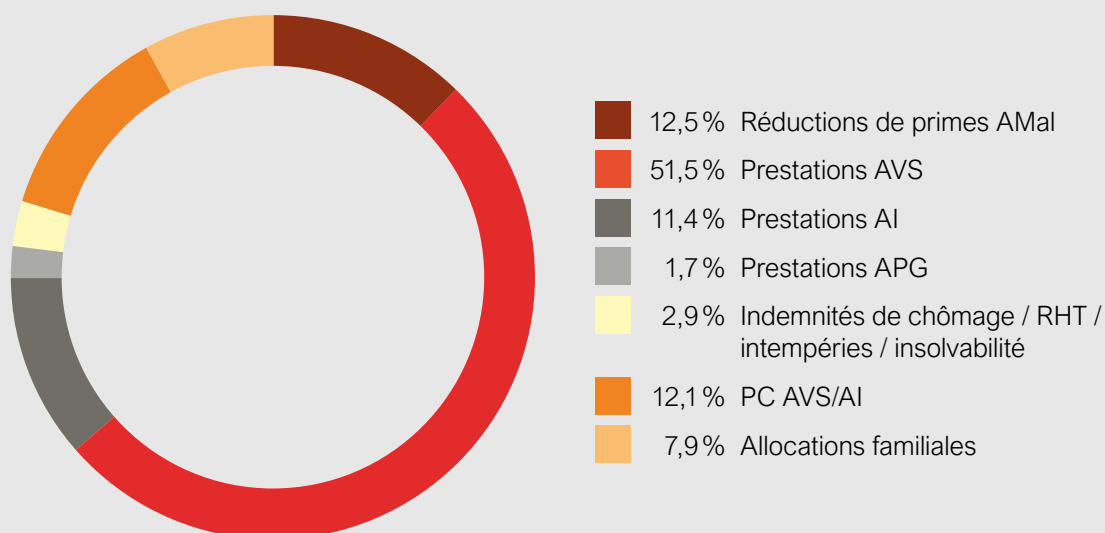
Le temps moyen d'attente varie de 46 secondes en septembre à 1 minute 35 secondes en janvier. La moyenne annuelle du temps d'attente se situe à 1 minute. En sus des appels, nous avons accueilli 1'847 personnes dans nos locaux.

VISITES MENSUELLES SUR LE SITE WWW.ECASJURA.CH

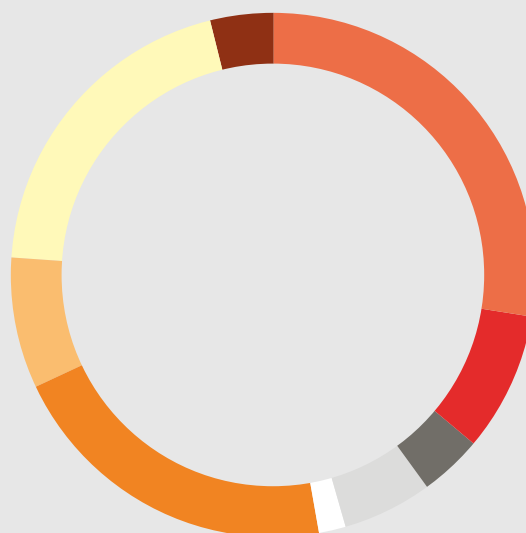
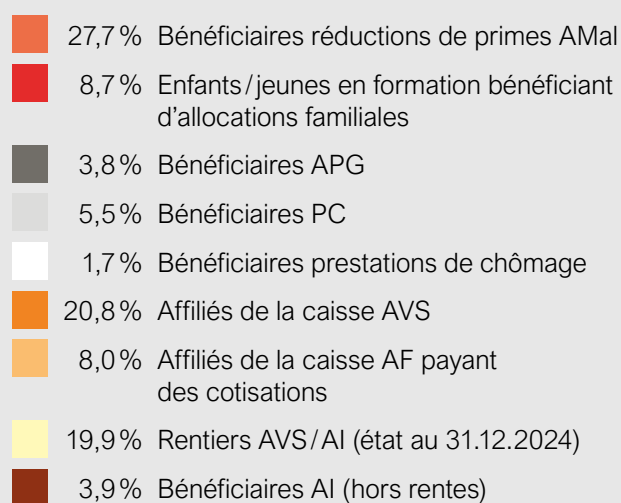


Le nombre de visites sur le site internet a légèrement augmenté, passant de 93'025 en 2023 à 93'896 en 2024. Le pic et record absolu de mars 2020 coïncidant avec le début du confinement lié au COVID-19 reste pour l'heure inégalé.

CHF 492,1 MIO DE PRESTATIONS VERSÉES À NOS ASSURÉS



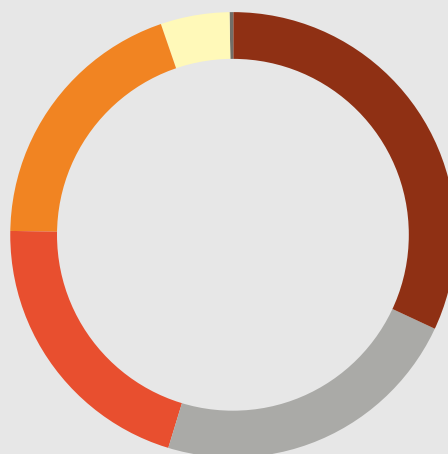
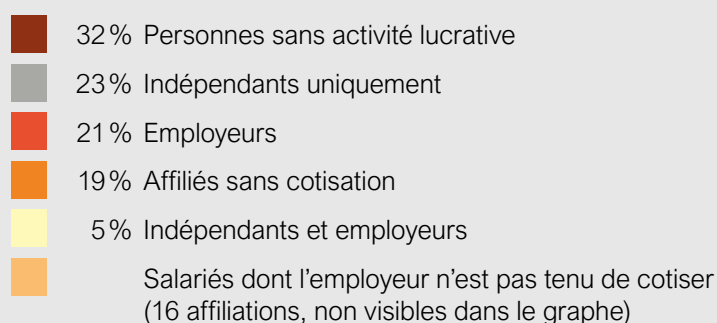
RÉPARTITION DE LA CLIENTÈLE



CAISSE DE COMPENSATION & CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES

Cotisations | Affiliation/Taxation

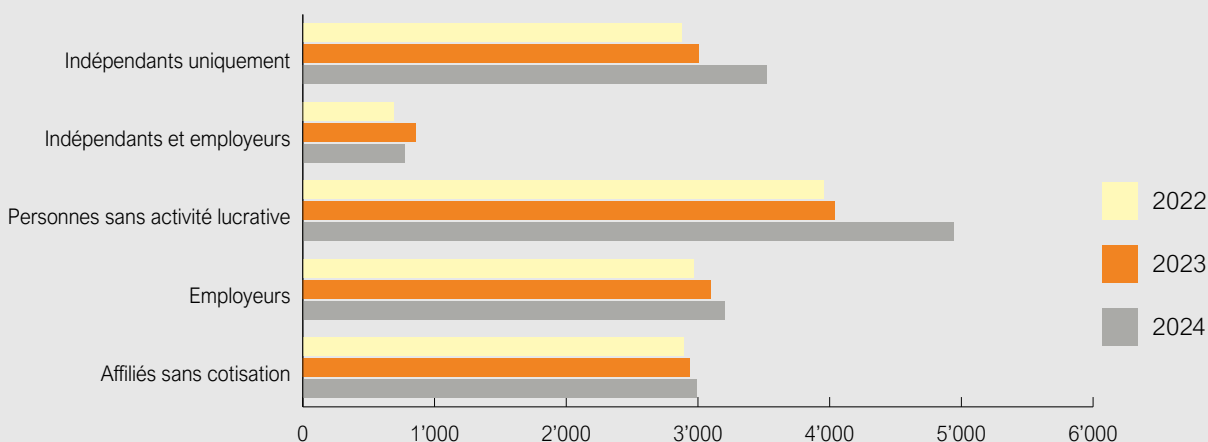
RÉPARTITION DES AFFILIÉS, ÉTAT AU 31.12.2024



Le cœur du métier d'une caisse cantonale AVS est de s'assurer que toutes les personnes qui doivent être affiliées à l'AVS le soient. Cette tâche requiert de nombreuses ressources, du temps et implique des contrôles réguliers. Toutefois, bien menée, elle est le garant de la solidarité dans le premier pilier. Elle permet d'éviter autant que possible les lacunes de cotisations, avec comme incidence une diminution de la rente.

Les affiliés d'une caisse cantonale sont par nature bien plus variés que ceux des caisses professionnelles. Ainsi, nous relevons, sur la base des statistiques de l'OFS, six catégories ou sous-catégories d'affiliés. La plus représentée est celle des personnes sans activité lucrative avec 4'938 affiliations au 31 décembre 2024, soit 32% du total des affiliations. Suivent les indépendants uniquement, qui représentent 3'525 affiliations (23%), les employeurs avec 3'204 affiliations (21%), les affiliés sans cotisation avec 2'991 dossiers (19%), les indépendants et employeurs avec 771 affiliations (5%), puis les salariés dont l'employeur n'est pas tenu de cotiser, qui représentent 16 affiliations.

COMPARAISON DU NOMBRE D'AFFILIÉS ENTRE 2022 ET 2024

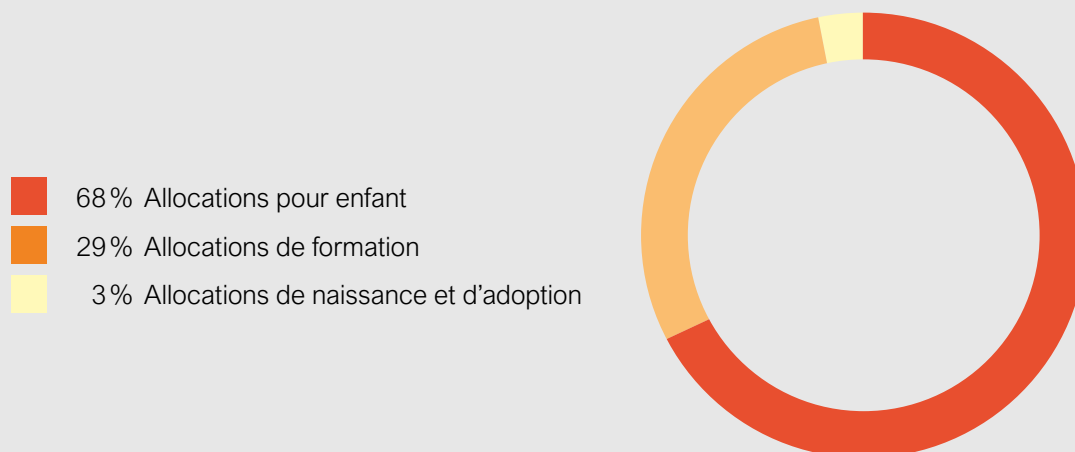


Au 31 décembre 2024, l'ECAS Jura recensait 15'445 affiliations actives. Ce chiffre est en progression de près de 10% par rapport à l'année 2023, au terme de laquelle 13'935 affiliations étaient enregistrées.

A noter que la catégorie des salariés dont l'employeur n'est pas tenu de cotiser a augmenté et est passée de 10 unités en 2023 à 16 en 2024. Toutefois, elle n'est pas représentée dans le présent graphique.

Cotisations | Allocations familiales

TYPES D'ALLOCATIONS FAMILIALES, ÉTAT AU 31.12.2024

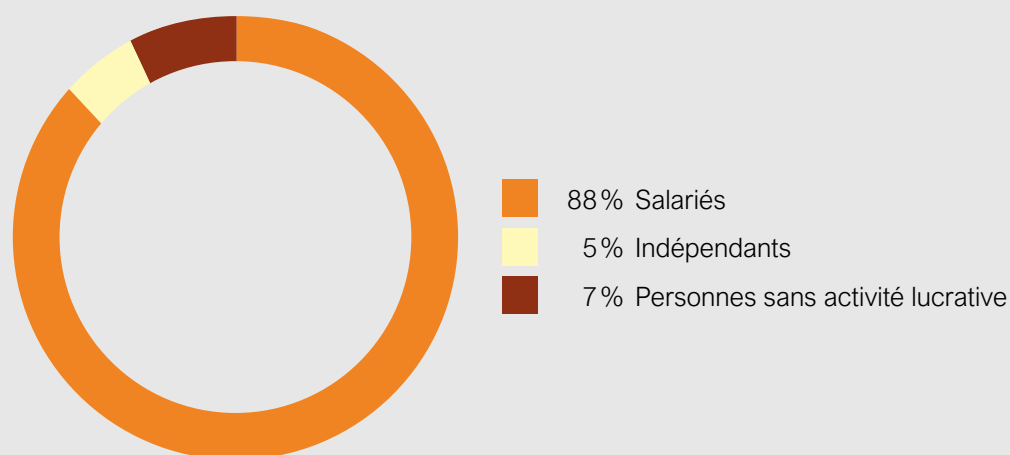


Les allocations familiales représentent un complément financier bienvenu pour nombre de familles jurassiennes. Elles se montent à CHF 275 par enfant et à CHF 325 pour la formation. En 2024, les allocations minimales fédérales étaient de CHF 200 par mois pour l'allocation pour enfant et CHF 250 par mois pour l'allocation de formation. Les montants versés dans le canton du Jura nous placent au cinquième rang des cantons les plus généreux avec les familles. Les allocations pour enfant sont versées dès la naissance et jusqu'à l'âge de 16 ans, respectivement dès le début de la formation si celle-ci débute avant l'âge de 16 ans. Les allocations de formation sont versées dès l'âge de 16 ans ou le début de la formation si celle-ci débute avant cet âge et jusqu'au terme de la formation, mais au plus tard jusqu'à 25 ans.

En sus de ces prestations périodiques, l'allocation de naissance ou d'adoption de CHF 1'500 est versée une seule fois, dans les mois qui suivent la naissance ou l'adoption.

En 2024, la Caisse d'allocations familiales a versé 8'498 allocations pour enfant, 3'552 allocations de formation et 327 allocations de naissance ou d'adoption.

ALLOCATIONS FAMILIALES PAR TYPE DE BÉNÉFICIAIRES, ÉTAT AU 31.12.2024

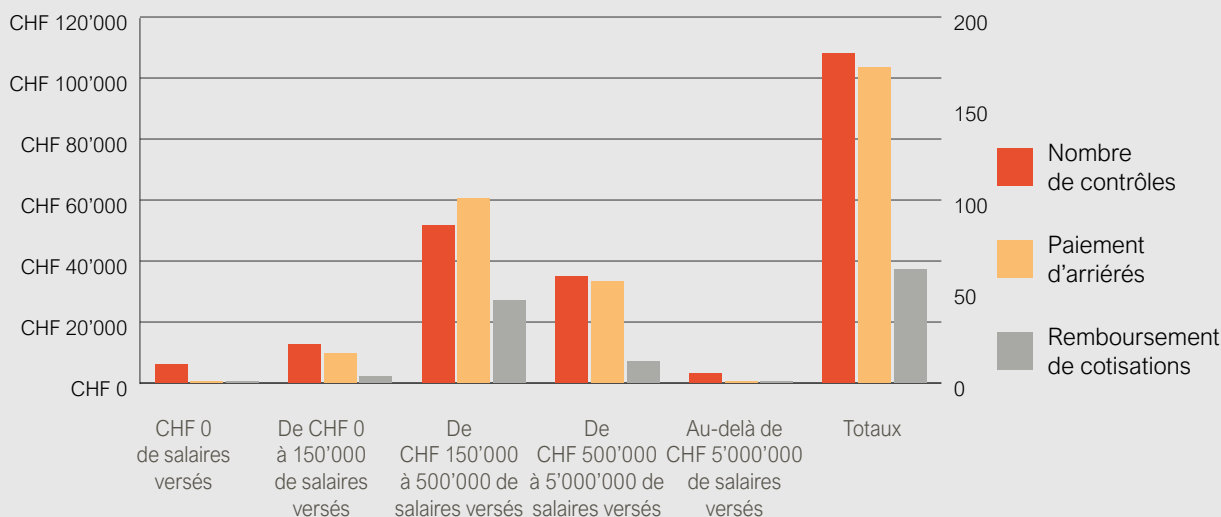


Les allocations familiales sont en principe versées mensuellement, soit via l'employeur pour les salariés ou directement aux indépendants et aux personnes sans activité lucrative.

Quel que soit le type d'allocation envisagé, les employés sont les principaux bénéficiaires de ces allocations.

Cotisations | Révision

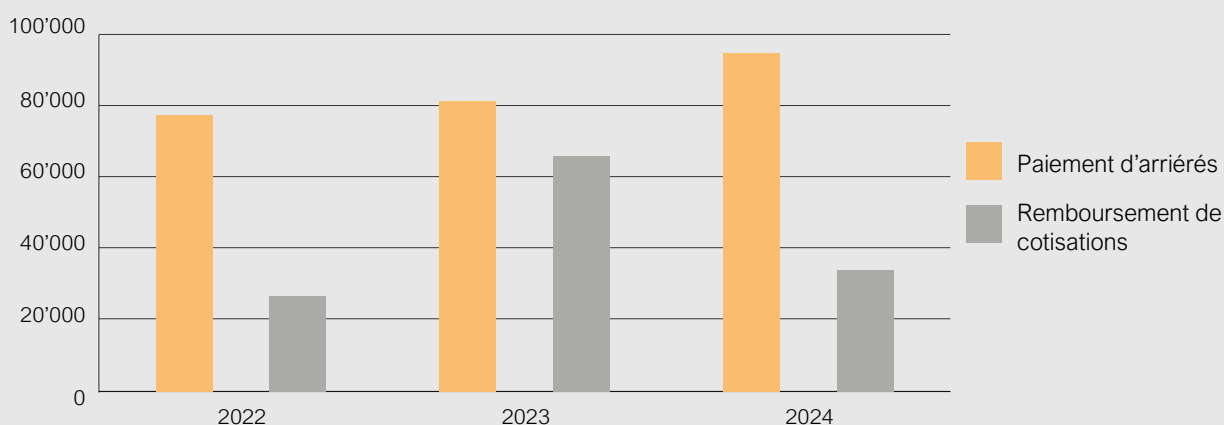
CONTRÔLES D'EMPLOYEURS ET CORRECTIONS DES COTISATIONS



La révision des affiliés est une obligation légale pour toutes les caisses AVS. L'intervalle entre les révisions dépend de plusieurs facteurs, notamment la masse salariale et la qualité constatée lors des précédents contrôles. L'intervalle va de un à neuf ans.

En 2024, 180 contrôles d'employeurs ont été diligentés auprès de nos affiliés. Parmi ceux-ci, 50 ont conduit à des paiements d'arriérés, soit des montants qui ont été omis par les employeurs et 23 ont conduit à des remboursements, soit des salaires, ou plus régulièrement des indemnités, qui ont été déclarés à l'AVS alors qu'ils n'étaient pas soumis.

COMPARAISON DES PAIEMENTS D'ARRIÉRÉS ET REMBOURSEMENT DE COTISATIONS



Suite aux contrôles d'employeurs, nous avons facturé un montant de CHF 103'401, en progression de plus de 16 % par rapport à 2023, alors même que les remboursements ont diminué de plus de 48 %, à CHF 37'106.

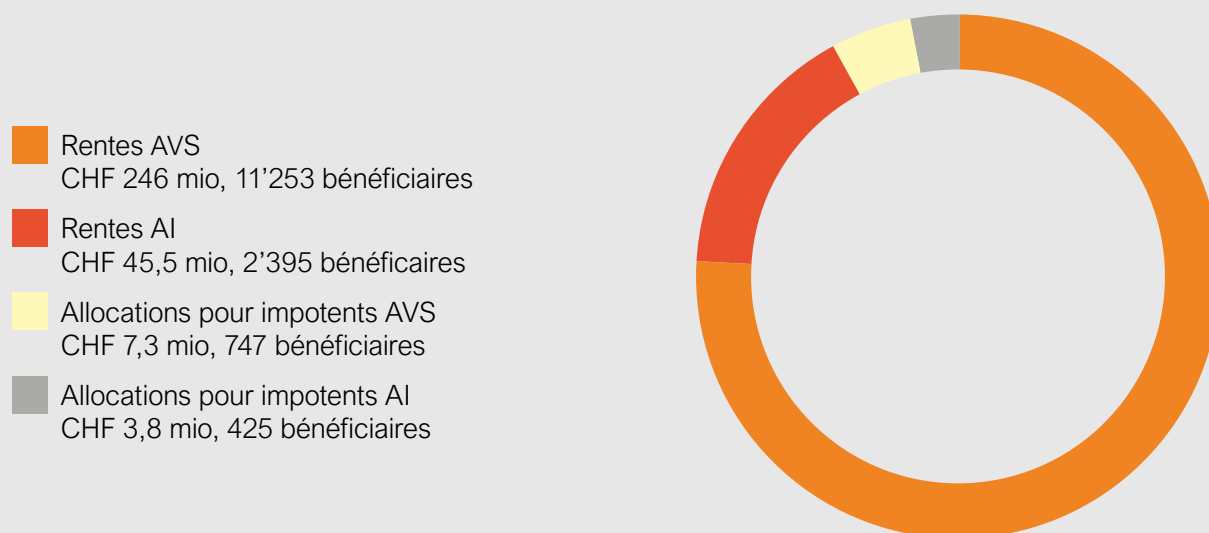
Ces variations s'expliquent aisément par les particularités du métier. Il suffit parfois d'un contrôle qui révèle une erreur systématique chez un employeur pour que le total soit affecté.

Hormis la correction des données erronées, les contrôles permettent une sensibilisation des employeurs affiliés, s'agissant des obligations en matière de déclaration de revenus, respectivement de revenus assujettis. Le but des contrôles d'employeurs n'est ainsi pas seulement punitif, mais également formateur.

CAISSE DE COMPENSATION

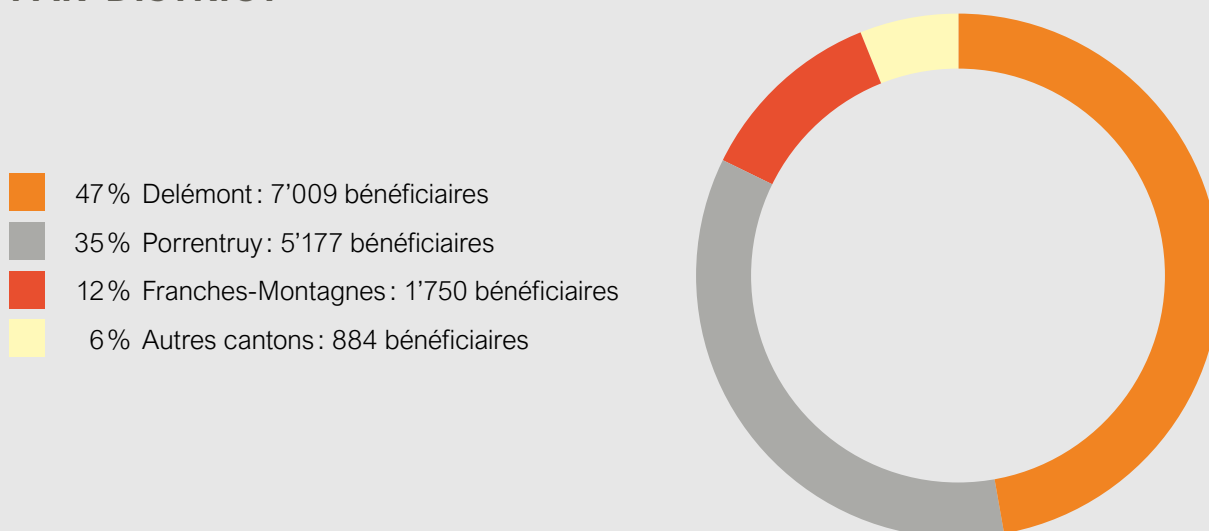
Prestations | Rentes

RÉPARTITION DES PRESTATIONS AVS/AI D'UN MONTANT TOTAL DE CHF 302,6 MIO CORRESPONDANT À 14'820 BÉNÉFICIAIRES



Le graphique présente la répartition des prestations AVS (assurance-vieillesse et survivants) et AI (assurance-invalidité) pour un montant total de CHF 302,6 millions, destiné à 14'820 bénéficiaires. Les prestations sont ventilées selon plusieurs catégories soit l'AVS, l'AI, les allocations pour impotents à l'AVS et les allocations pour impotents à l'AI. La plus grande part est attribuée aux rentes AVS, avec un montant de CHF 246 millions pour 11'253 bénéficiaires, représentant la majorité des fonds alloués.

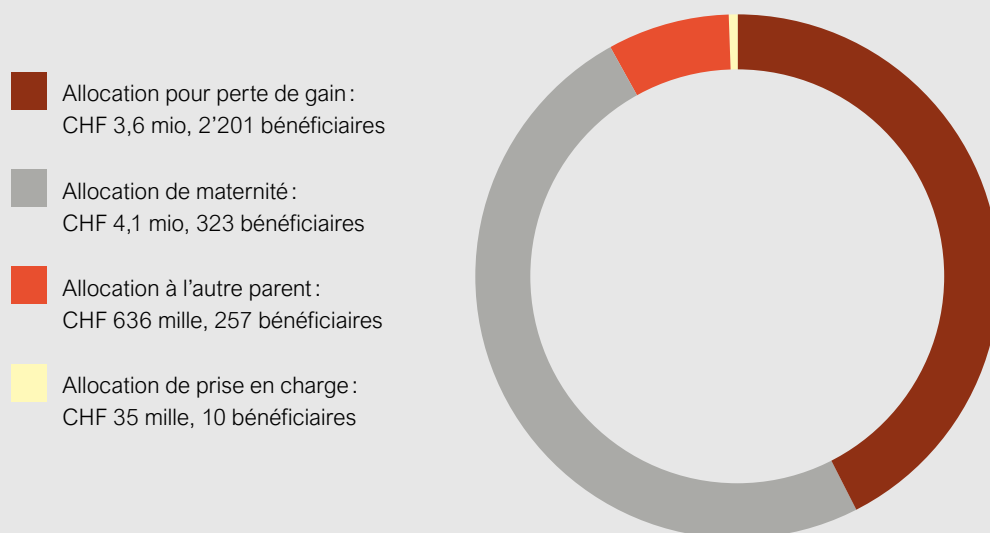
RÉPARTITION DES BÉNÉFICIAIRES DE PRESTATIONS AVS/AI PAR DISTRICT



Le graphique illustre la répartition des bénéficiaires de prestations AVS/AI par district. Le nombre de bénéficiaires est proportionnel à la population de chaque district, et c'est ainsi le district de Delémont qui en compte le plus. Les autres cantons représentent les bénéficiaires résidant hors du canton.

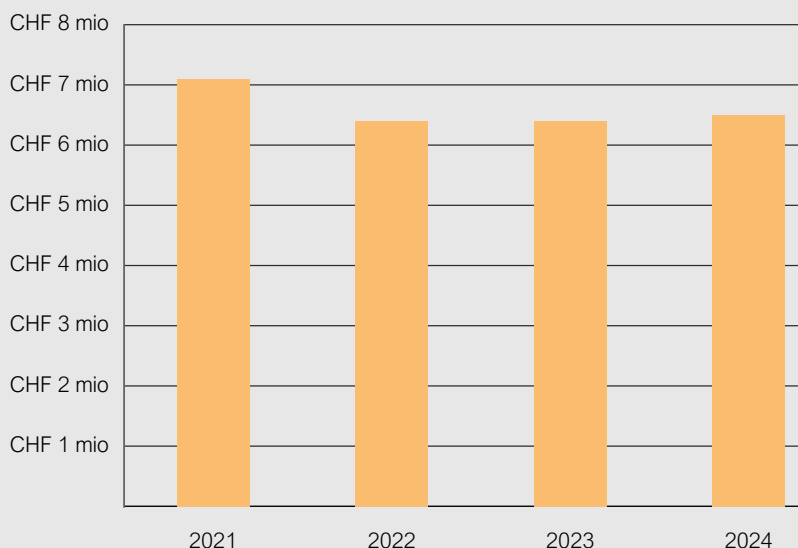
Prestations | Allocations perte de gain (APG) / Indemnités journalières AI (IJAI)

RÉPARTITION DES PRESTATIONS APG D'UN MONTANT TOTAL DE CHF 8,4 MIO CORRESPONDANT À 2'791 BÉNÉFICIAIRES



La majorité des prestations concerne l'allocation pour perte de gain avec 2'201 personnes (service militaire, civil et cours de moniteurs JS). Nous avons reçu 323 demandes de maternité qui représentent la part la plus importante des versements, soit un montant total de CHF 4'128'779. On dénombre 257 bénéficiaires d'allocation à l'autre parent (père ou épouse de la mère) pour un montant total de CHF 636'214. La différence entre les deux montants s'explique par le fait que la mère perçoit 98 indemnités journalières (un peu plus de 3 mois) alors que l'autre parent n'en reçoit que 14 (pour 10 jours de congés pris). L'allocation de prise en charge est minime et concerne 10 bénéficiaires, pour un montant de CHF 34'519.

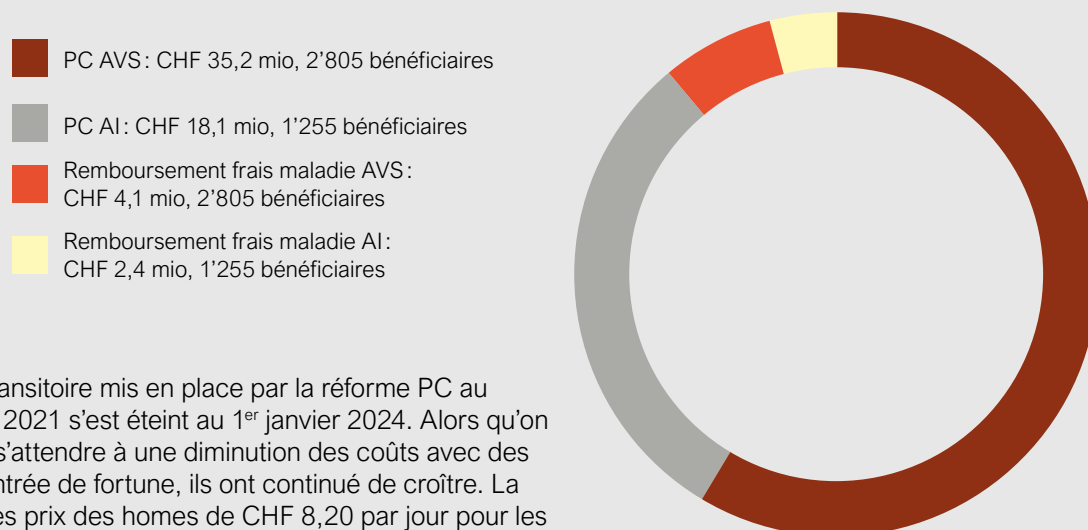
EVOLUTION DES MONTANTS DES IJAI VERSÉES DE 2021 À 2024



Depuis l'entrée en vigueur du développement continu de l'assurance-invalidité au 1^{er} janvier 2022, les indemnités journalières AI (IJAI) ont diminué, car elles sont désormais versées directement aux entreprises ou écoles formatrices qui peuvent parfois se situer en dehors du canton du Jura et de ce fait, ne sont pas affiliées à notre caisse. Depuis cette réforme, les montants sont restés relativement stables.

Prestations complémentaires | PC/Remboursement des frais de maladie/Prestations transitoires

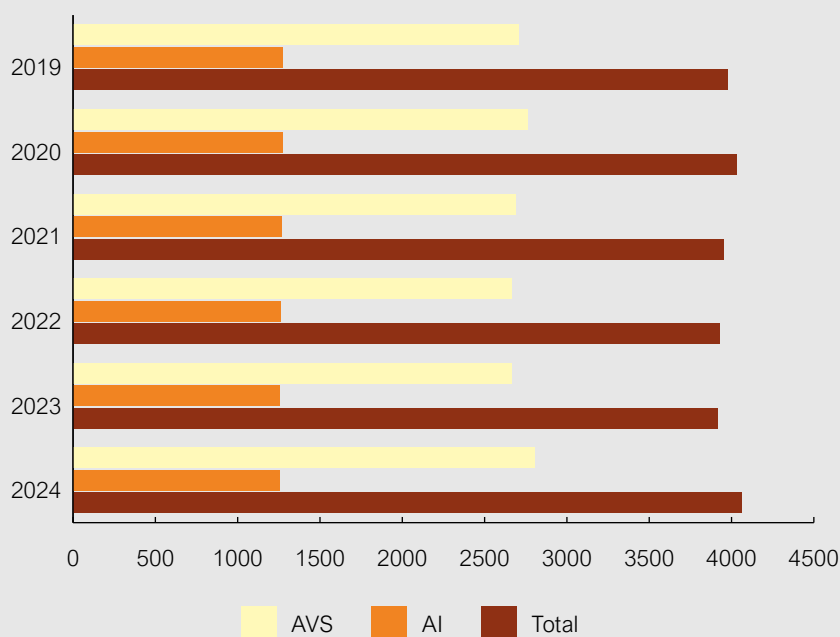
RÉPARTITION DES PC POUR UN MONTANT TOTAL DE CHF 59,8 MIO



Le droit transitoire mis en place par la réforme PC au 1^{er} janvier 2021 s'est éteint au 1^{er} janvier 2024. Alors qu'on aurait pu s'attendre à une diminution des coûts avec des seuils d'entrée de fortune, ils ont continué de croître. La hausse des prix des homes de CHF 8,20 par jour pour les personnes en EMS explique notamment cette augmentation des coûts à charge des PC.

Les PC deviennent indispensables pour les rentiers dans de nombreuses situations et on dénombre une légère augmentation du nombre de bénéficiaires entre 2023 et 2024.

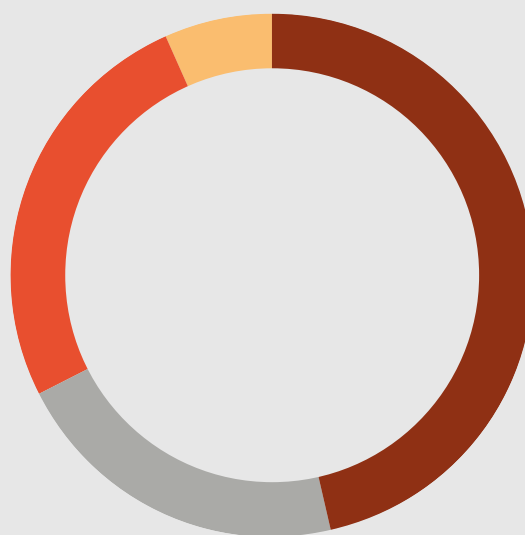
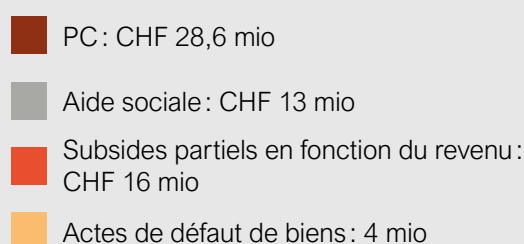
ÉVOLUTION DU NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES PC SUR LES SIX DERNIÈRES ANNÉES



Si la réforme PC a réussi à stopper l'augmentation à la hausse des bénéficiaires observée avant 2020, nous constatons que l'impact est déjà gommé puisque la situation qui prévalait au 31 décembre 2020 a déjà été égalée.

Prestations complémentaires | Réduction des primes d'assurance-maladie (AMal)

RÉPARTITION DES RÉDUCTIONS DE PRIMES D'ASSURANCE-MALADIE POUR UN MONTANT TOTAL DE CHF 61,6 MIO

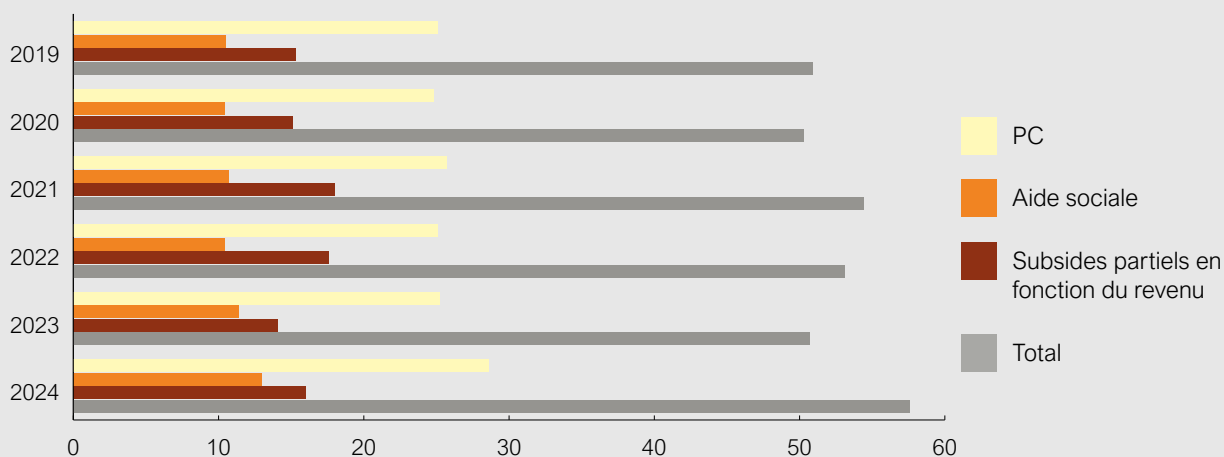


La répartition des réductions de primes octroyées par type de bénéficiaires reste semblable à l'année précédente. Afin de respecter le « Plan équilibre 22-26 » adopté le 26 avril 2023 par le Parlement jurassien, la limite du revenu déterminant (RDU) donnant droit aux réductions de primes, pour les jeunes adultes en formation et les enfants de moins de 18 ans à charge des parents, a diminué dès 2024 à CHF 52'999 (sur la base de la décision de taxation 2022) au lieu de CHF 56'999 antérieurement.

Le nombre de bénéficiaires de subsides

« aide sociale » et « prestations complémentaires » a augmenté. Les actes de défaut de biens (ADB) ont été pris en charge à raison de CHF 4 mio en 2024 et font partie intégrante des coûts mis à charge de l'Etat pour des prestations d'assurance-maladie non payées.

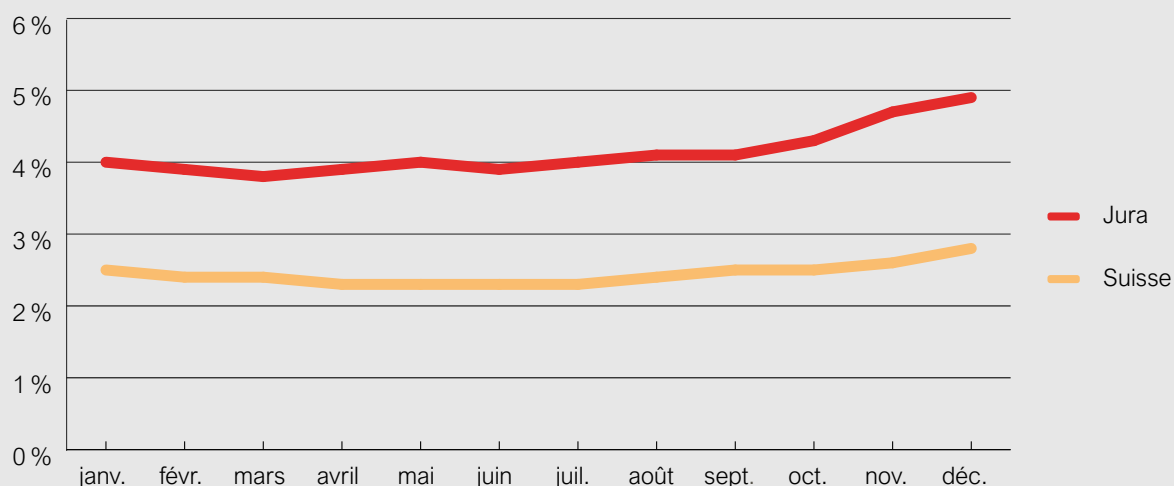
EVOLUTION DES COÛTS EN MATIÈRE DE RÉDUCTION DES PRIMES SUR LES SIX DERNIÈRES ANNÉES (EN MIO DE CHF)



A la suite des hausses de primes maladies 2024, le Gouvernement jurassien a décidé d'augmenter l'enveloppe allouée à la réduction des primes de l'assurance-maladie pour les personnes de condition économique modeste. Le subside partiel maximum a été augmenté mensuellement de CHF 25 et est donc passé de CHF 200 à 225 par mois.

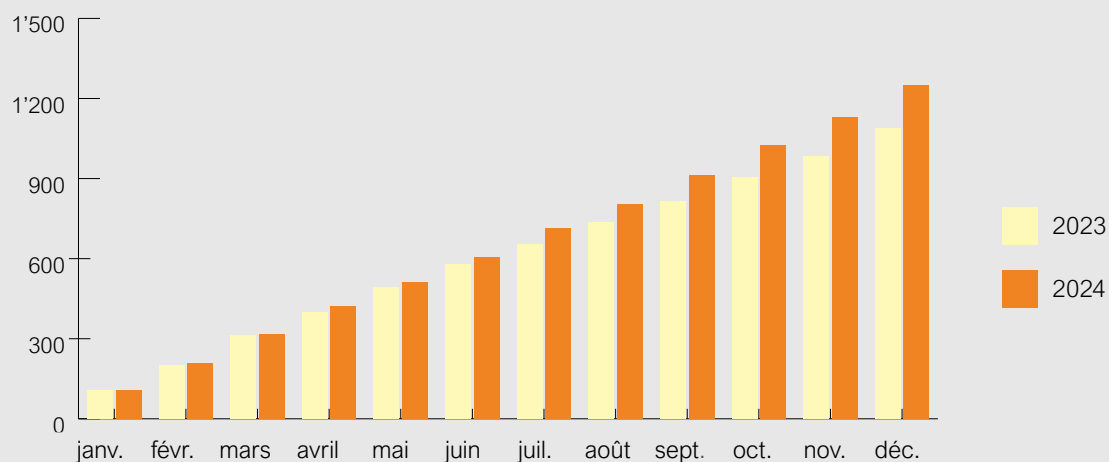
CAISSE DE CHÔMAGE

ÉVOLUTION DU TAUX DE CHÔMAGE SUISSE ET JURASSIEN



En fin d'année 2024, le taux de chômage a augmenté de manière encore plus importante dans le canton du Jura. Le taux jurassien reflète l'état de son économie et le Jura étant fortement dépendant de l'industrie manufacturière (horlogerie, mécanique et microtechnique), il est sujet à des cycles économiques marqués mais également sensible aux crises du marché étant donné qu'il est moins diversifié vers les secteurs tertiaires (banques, assurances, technologies, pharma, etc).

COMPARAISON DES BÉNÉFICIAIRES D'INDEMNITÉS DE CHÔMAGE ENTRE 2023 ET 2024

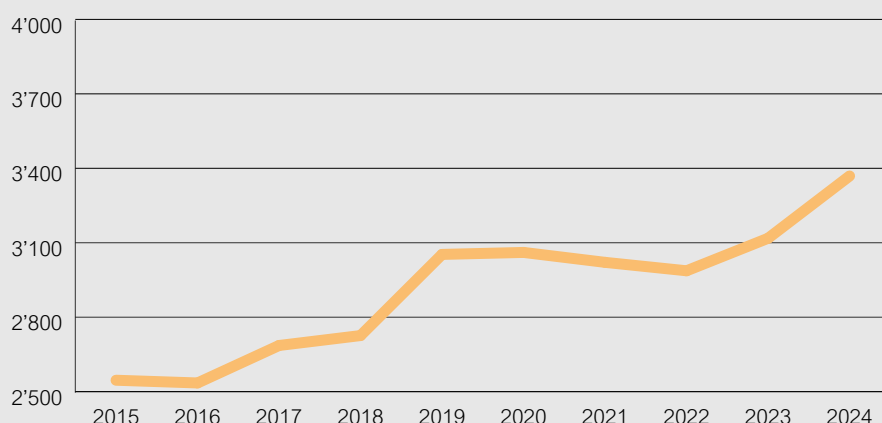


Contrairement aux dernières années, les bénéficiaires de l'indemnité de chômage ont progressé. Cela correspond bien linéairement à l'augmentation du taux de chômage et à la situation économique.

OFFICE DE L'ASSURANCE-INVALIDITÉ

Prestations

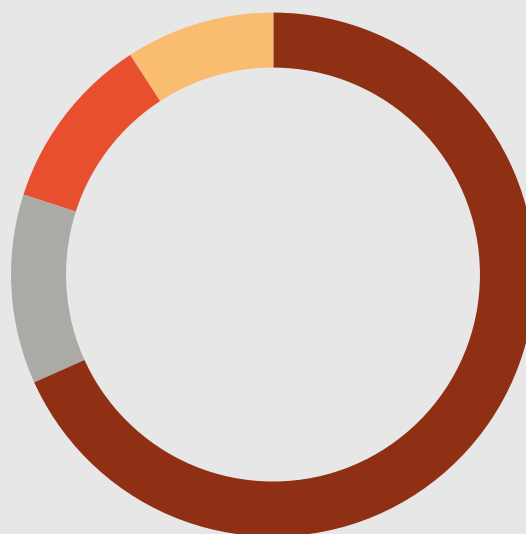
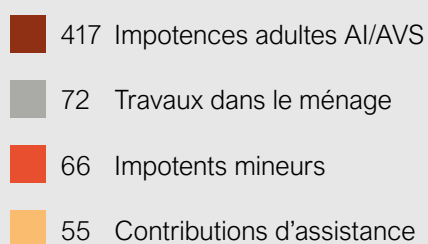
DEMANDES DÉPOSÉES (TOUTES PRESTATIONS CONFONDUES)



Après une année 2023 record en matière de demandes de prestations AI (3'118), la tendance à la hausse constatée ces dernières années s'est poursuivie en 2024 avec 3'369 demandes (+8 %).

Dans le détail, les prestations suivantes ont connu une augmentation du nombre de demandes : moyens auxiliaires (+2 %), réadaptation/rente (+8,5 %), allocation pour impotent (+25 %) et mesures médicales (+3 %). Seule la contribution d'assistance a été moins sollicitée en 2024 après plusieurs années de hausse continue (-14 %).

ÉVALUATIONS RÉALISÉES EN 2024

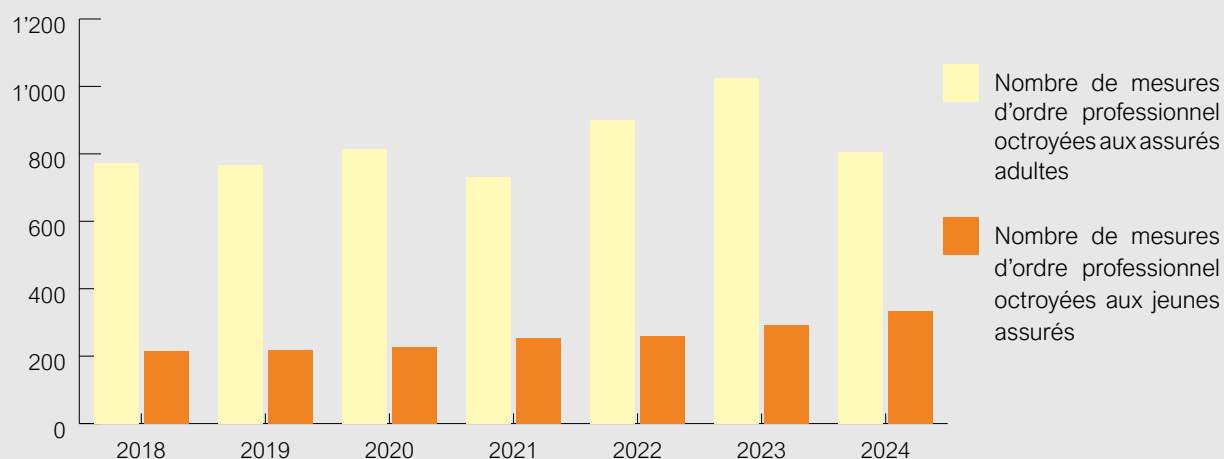


Le secteur des évaluations de l'assurance-invalidité est chargé d'évaluer les empêchements dus à des atteintes à la santé. Que ce soit afin de déterminer le droit à l'allocation pour impotent, le calcul du degré d'invalidité des assurés à temps partiel ou encore la contribution d'assistance, nos collaboratrices étudient chaque dossier et la plupart du temps, se rendent à domicile chez les assurés concernés.

En 2024, ce sont 610 évaluations qui ont été réalisées tout au long de l'année selon la répartition indiquée dans le graphique.

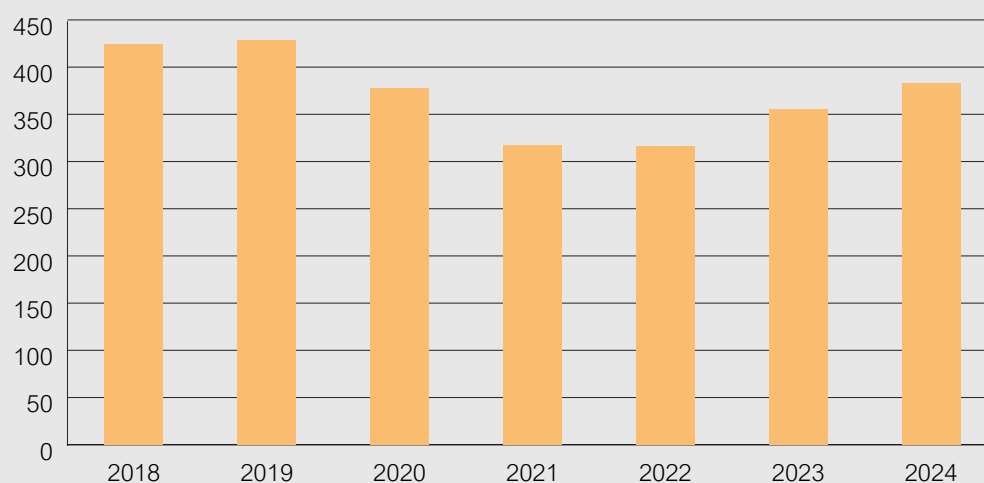
Réadaptation

MESURES DE RÉADAPTATION PROFESSIONNELLE OCTROYÉES



Alors que les besoins d'accompagnement des adultes sont assez stables depuis 2018, force est de constater que la jeune population bénéficie de toujours plus de mesures octroyées par l'assurance-invalidité. Cette augmentation se justifie par l'élargissement des mesures de réadaptation, avec un accompagnement possible dès l'âge de 13 ans, depuis l'entrée en vigueur du développement continu de l'AI en 2022. De plus, on observe qu'une fragilisation de la santé mentale et psychique chez les jeunes induit des accompagnements toujours plus nombreux et complexes par les spécialistes en orientation et réadaptation professionnelle.

PLACEMENTS RÉALISÉS SUR LE PREMIER MARCHÉ DU TRAVAIL



L'Office AI est satisfait de pouvoir compter sur la fibre sociale des entreprises jurassiennes afin de maintenir un nombre de placements régulier au terme du processus de réadaptation des personnes atteintes dans leur santé. Après la diminution liée à la pandémie, le nombre continue sa progression et nous avons retrouvé le même niveau qu'en 2020 avec 383 placements en 2024.

JURIDIQUE

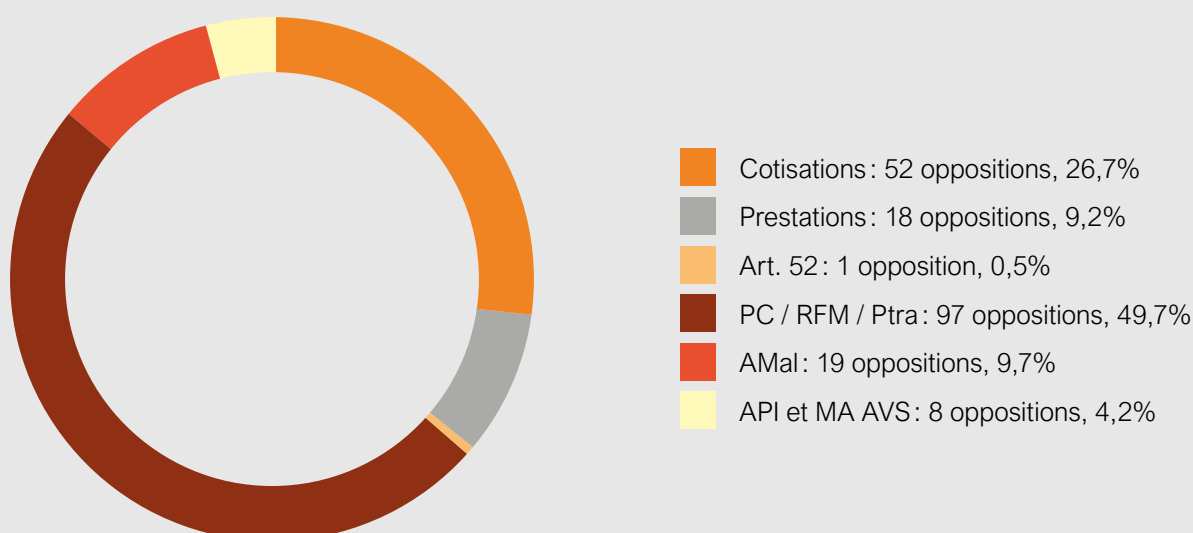
NOMBRE D'OPPOSITIONS TRAITÉES



Nos institutions ont traité 225 oppositions durant l'année écoulée. L'essentiel du contentieux concerne la CCJU, avec 195 décisions sur opposition rendues représentant 87 % des cas. Viennent ensuite la CPAC pour 19 cas, soit 8 % et finalement la CCAF pour 11 décisions sur opposition représentant 5 % des cas.

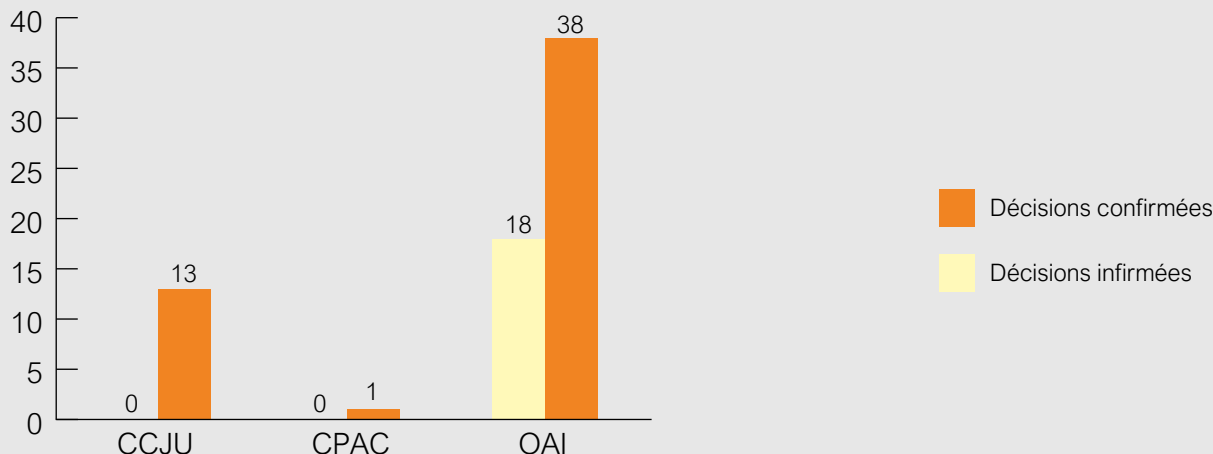
En matière d'assurance-invalidité, les décisions rendues par l'OAI ne sont pas sujettes à opposition, mais peuvent être contestées directement par recours auprès du Tribunal cantonal. Les assurés peuvent néanmoins manifester leur désaccord préalablement en contestant un projet de décision communiqué par l'OAI. Durant l'année écoulée, ce dernier a traité 180 contestations de ce type.

RÉPARTITION DES OPPOSITIONS TRAITÉES POUR LA CCJU



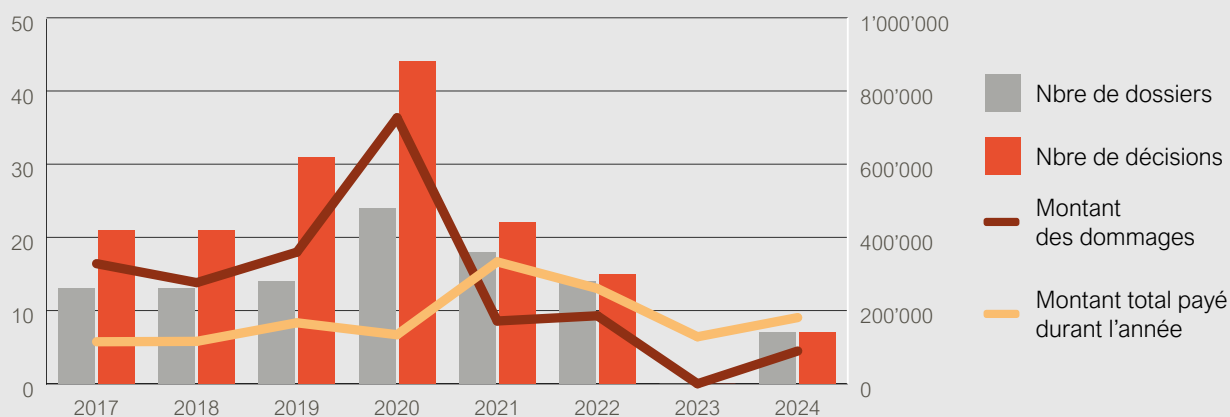
S'agissant de la CCJU, les décisions sur opposition ont essentiellement pour thématique les prestations complémentaires, qui représentent près de 50 % de son contentieux. Viennent ensuite les cotisations (27 %), les réductions de primes d'assurance-maladie (10 %), les prestations (soit des cas de rentes et d'APG Covid, 9 %), les décisions d'allocations pour impotent et de moyens auxiliaires de l'AVS (4 %) et pour finir les décisions de réparation du dommage causé par l'employeur (art. 52 LAVS, moins de 1 %).

ARRÊTS RENDUS PAR LES TRIBUNAUX PAR INSTITUTION



Durant l'année écoulée, 81 recours ont été déposés, toutes institutions et instances confondues. Les tribunaux ont rendu 70 arrêts sur recours contre nos décisions. Le contentieux judiciaire touche essentiellement l'assurance-invalidité avec 80 % des arrêts rendus. Cette matière comporte une composante médicale et une grande latitude d'appréciation du cas particulier, ce qui explique la part plus élevée d'admission des recours que dans les autres domaines. Les arrêts rendus envers la CCJU concernent des cas de prestations (trois arrêts, deux concernant les APG Covid et un concernant les rentes), les prestations complémentaires (neuf arrêts) et les réductions de primes d'assurance-maladie (un arrêt). Le haut taux de confirmation de nos décisions (74 % toutes institutions confondues, 100 % pour la CCJU et la CPAC, 68 % pour l'OAI), est un indicateur d'une application correcte des dispositions légales.

RESPONSABILITÉ DES ORGANES DE L'EMPLOYEUR



La responsabilité des organes de sept sociétés insolvable ou en faillite a été recherchée en 2024 par la notification de sept décisions de réparation du dommage. Les cotisations impayées concernées se sont montées à CHF 89'431. Durant la même période, un montant total de CHF 180'827 a pu être récupéré en exécution des décisions de ce type rendues jusqu'alors. Au 31 décembre 2024, le total des montants à récupérer s'élevait à CHF 2'182'960. Ces procédures, mises en suspens en 2023 pour prioriser les efforts liés à la migration de notre environnement informatique qui a eu lieu fin 2022, ont été reprises dans la deuxième partie de 2024.

CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES

Compte d'exploitation

CHARGES	2024	2023
Allocations familiales	35'426'257	35'808'964
Allocations familiales à restituer	-741'086	-871'894
Amortissement d'allocations familiales à restituer	14'411	0
Constitution de provisions (cotisations et ducroire)	1'308'000	0
Total	36'007'582	34'937'070
PRODUITS	2024	2023
Cotisations AF et indemnités en réparation de dommages	38'414'962	35'088'017
Amortissement de cotisations AF	-101'252	-166'060
Dissolution de provisions (cotisations et ducroire)	0	491'500
Intérêts moratoires	-3'423	-5'156
Intérêts rémunérateurs	0	137
Fonds de surcompensation	1'045'048	449'185
Total	39'355'335	35'857'623
Excédent de produits d'exploitation	3'347'753	920'553

Compte d'administration

CHARGES	2024	2023
Charges de personnel	920'415	930'834
Fournitures de bureau, mobilier et machines	14'808	18'630
Frais informatiques	586'069	451'343
Ports et taxes téléphoniques	16'656	20'934
Frais de locaux	560'091	272'286
Prestations de tiers	69'136	58'190
Frais d'administration divers	44'927	32'373
Amortissement des équipements	637'196	309'721
Amortissement immeuble	120'000	120'000
Attribution à la réserve de fluctuations de valeurs	344'000	150'000
Constitution de provisions	800'000	0
Total des charges d'administration	4'113'298	2'364'311
PRODUITS	2024	2023
Produits de prestations de services	1'217	3'590
Remboursement de prestations d'assurances	35'382	44'404
Frais de poursuites récupérés	35'019	24'629
Dissolution de provisions (réserve fluctuations et investissements)	0	286'000
Total des produits d'administration	71'618	358'623
Résultat net des placements	805'055	383'739
Loyers propre et tiers	346'080	355'980
Total des produits	1'222'753	1'098'342
Excédent de charges d'administration	-2'890'545	-1'265'969
Excédent de produits d'exploitation	3'347'753	920'553
Résultat de l'exercice	457'208	-345'416

Bilan au terme des exercices

ACTIFS	2024	2023
Liquidités	618'553	419'890
Affiliés	2'480'899	2'231'881
Correctif de valeur sur créances	-117'500	-109'500
Indemnités en réparation de dommages	160'103	154'582
Indemnités en réparation de dommages - <i>compte réfléchi</i>	-160'103	-154'582
Caisse de compensation, c/c	134'215	12'535
Débiteurs	190'874	121'744
Placements	16'127'045	14'518'645
Immeuble	5'659'144	5'790'000
Total	25'093'230	22'985'195

PASSIFS	2024	2023
Créanciers divers	83'193	53'040
Provisions	959'000	159'000
Provision pour taux de cotisations	1'300'000	0
Fonds de rénovation immeuble	180'000	0
Réserve de fluctuations de valeurs	3'900'000	3'556'000
Régularisation mouvements espèces	0	1'000'000
Passifs transitoires	1'000	4'326
Réserves générales	18'212'829	18'558'245
Résultat de l'exercice	457'208	-345'416
Total	25'093'230	22'985'195

CAISSE DE COMPENSATION

Compte d'exploitation – Prestations (régimes fédéraux)

CHARGES	2024	2023
Prestations AVS	261'235'885	249'599'557
Prestations AVS à restituer	-8'011'013	-2'730'840
Prestations AVS à restituer irrécouvrables/remises	4'567	1'112
Prestations AI	58'829'834	56'744'230
Prestations AI à restituer	-3'237'414	-2'569'786
Prestations AI à restituer irrécouvrables/remises	23'832	0
Intérêts rémunérateurs sur prestations AI	264'351	146'631
Frais et dépens AI	60'347	76'610
Prestations APG et maternité	8'700'880	8'073'650
Prestations APG et maternité à restituer	-337'651	-144'591
Prestations LFA	1'799'755	1'826'796
Prestations LFA à restituer	-19'947	-84'505
Prestations LFA à restituer irrécouvrables/remises	0	-375
Indemnités pour frais de gestion LFA	25'725	25'748
Indemnités pour frais de gestion AC	95'483	92'448
Taxes d'affranchissement	1'060	1'417
Redistribution de la taxe CO ₂ aux entreprises	822'375	708'635
Indemnités COVID-19	14'049	211'516
Restitutions COVID-19	0	-203'826
Prestations transitoires	329'370	310'821
Report à charge CdC	-14'049	-7'691
Total	320'587'439	312'077'557

Compte d'exploitation – Cotisations (régimes fédéraux)

PRODUITS	2024	2023
Cotisations AVS/AI/APG et réparation de dommages	158'128'555	147'957'262
Amortissement de cotisations AVS/AI/APG	-506'287	-692'110
Cotisations AC et réparation de dommages	26'625'501	25'566'017
Amortissement de cotisations AC	-25'635	-48'990
Cotisations LFA	219'442	236'003
Intérêts moratoires	881'477	449'489
Intérêts rémunérateurs	-267'801	-92'284
Total	185'055'252	173'375'387

Compte d'administration

CHARGES	2024	2023
Charges de personnel	4'375'690	4'108'548
Fournitures de bureau, mobilier et machines	75'059	104'487
Frais informatiques	1'737'386	1'778'130
Ports et taxes téléphoniques	53'718	73'788
Frais de locaux	178'800	193'398
Prestations de tiers	327'773	351'962
Frais d'administration divers	21'875	27'209
Amortissement des équipements	148'849	1'831'669
Constitution de provisions	250'000	0
Total des charges d'administration	7'169'150	8'469'191

PRODUITS	2024	2023
Contribution aux frais d'administration	2'500'987	2'275'214
Emoluments	233'828	167'462
Indemnités pour frais d'administration Confédération	1'482'877	1'411'304
Indemnités pour frais d'administration Canton	2'417'764	2'335'081
Produits de prestations de services	8'391	7'363
Remboursement de prestations d'assurances	44'523	35'060
Frais de poursuites récupérés	52'529	67'410
Dissolution de provisions	0	1'650'000
Total des produits d'administration	6'740'899	7'948'894
Résultat net des placements	514'926	122'714
Total des produits	7'255'825	8'071'608
Résultat de l'exercice	86'675	-397'582

Bilan au terme des exercices

ACTIFS	2024	2023
Liquidités	8'732'000	11'066'923
Affiliés	17'196'687	19'883'761
Prestations à restituer	176'440	290'813
Indemnités en réparation de dommages	2'021'825	2'125'421
Indemnités en réparation de dommages - <i>compte réfléchi</i>	-2'021'825	-2'125'421
Avoirs envers les institutions	521'791	3'231
Débiteurs	80'859	1'100'973
Actifs transitoires	3'000	52'231
Equipement mobilier et informatique	25'413	815'504
Placements	7'690'289	7'194'853
Total	34'426'479	40'408'291

PASSIFS	2024	2023
Paiements en retour et autres engagements envers assurés	1'629'204	1'747'000
Centrale de compensation, c/c	16'074'129	21'996'594
Dettes	3'909'136	4'050'418
Créanciers	242'713	377'151
Passifs transitoires	175'138	165'644
Provisions	2'837'513	2'599'513
Réserves spéciales	2'100'000	2'100'000
Réserves générales	7'371'971	7'769'553
Résultat de l'exercice	86'675	-397'582
Total	34'426'479	40'408'291

CAISSE DE CHÔMAGE

Compte d'administration

CHARGES	2024	2023
Charges de personnel	904'856	958'669
Fournitures de bureau, mobilier et machines	11'426	10'154
Frais informatiques	37'223	35'447
Ports et taxes téléphoniques	17'926	20'822
Frais de locaux	30'738	38'470
Prestations de tiers	6'068	6'752
Frais d'administration spécifiques CPAC	7'694	4'711
Amortissement des équipements	4'046	4'195
Total des charges d'administration	1'019'977	1'079'220
PRODUITS	2024	2023
Remboursement de prestations d'assurances	51'237	1'276
Produits d'administration divers	6'368	560
Total des produits d'administration	57'605	1'836
Excédent de charges d'administration	-962'372	-1'077'384

Compte d'exploitation

CHARGES	2024	2023
Indemnités de chômage	14'831'756	11'921'812
Indemnités en cas de réduction de l'horaire de travail	11'796'476	5'095'337
Indemnités en cas d'intempéries	187'885	195'309
Indemnités en cas d'insolvabilité	149'906	107'453
Remboursements d'indemnités en cas d'insolvabilité	-109'283	-57'261
Retenues AVS, SUVA et LPP	-1'140'581	-918'533
Mesures du marché du travail	5'449'860	5'487'747
Autres prestations (allocations de formation, cours, etc.)	486'951	679'134
Autres charges d'exploitation	6'292	4'929
Bonification pour risque en responsabilité	670	1'669
Total	31'659'932	22'517'596
PRODUITS	2024	2023
Avances pour paiements	32'800'000	24'000'000
Stages professionnels	8'318	8'944
Total	32'808'318	24'008'944
Excédent de produits d'exploitation	1'148'386	1'491'348
Excédent de charges d'administration	-962'372	-1'077'384
Fonds de roulement	186'014	413'964

Bilan au terme des exercices

ACTIFS	2024	2023
Liquidités	2'341'131	2'837'377
Avances aux assurés	44'550	30'201
Créances de prestations	1'973'817	1'378'508
Correctif de valeur sur créances	-301'711	-302'015
Actifs transitoires	53'627	0
Total	4'111'414	3'944'071

PASSIFS	2024	2023
Créanciers	9'349	-1'416
Passifs transitoires	479	29'072
Provisions	102'350	103'193
Fonds SECO*	3'999'236	3'813'222
Total	4'111'414	3'944'071

* soit :	2024	2023
Fonds SECO au 1 ^{er} janvier	3'813'222	3'399'258
Fonds de roulement	186'014	413'964
Fonds SECO au 31 décembre	3'999'236	3'813'222

OFFICE DE L'ASSURANCE-INVALIDITÉ

Compte d'administration

CHARGES	2024	2023
Charges de personnel	3'943'859	3'936'138
Fournitures de bureau, mobilier et machines	41'531	29'919
Frais informatiques	700'962	608'382
Ports et taxes téléphoniques	31'151	31'518
Frais de locaux	181'104	172'771
Prestations de tiers	728'510	569'847
Total des charges d'administration	5'627'117	5'348'575
PRODUITS	2024	2023
Remboursement de prestations d'assurances	134'528	201'534
Produits d'administration divers	14'680	22'126
Total des produits d'administration	149'208	223'660
Excédent de charges d'administration	-5'477'909	-5'124'915

Impressum

Editeur

Etablissement cantonal des assurances sociales – ECAS Jura
Rue Bel-Air 3
CH-2350 Saignelégier
T +41 32 952 11 11
mail@ecasju.ch



www.ecasjura.ch

Impression

Centre d'impression
Le Pays SA
2350 Saignelégier

Photographies

Banque d'images Shutterstock
ECAS Jura

Publication

Mai 2025